la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Deux Français, présents en Russie en 1917, s'expriment ici :

Salariés en URSS ~~Russie~~ | 20-23

Octobre et Février ne sont qu'une Révolution

écrit *Pierre PASCAL*

et *Marcel BODY* nous donne un texte inédit en France :

La réponse de Lénine à l'Opposition ouvrière

Révolutions sans « parti » *par Robert LOUZON*

Il y a cent ans paraissait le Livre Ier du « Capital »

par Pierre RIMBERT

Contraception et syndicalisme

par Nicolas FAUCIER

Numéro 532 — Nouvelle série N° 231

NOVEMBRE 1967 — PRIX : 2,50 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 13 F
Un an .... 25 F

EXTERIEUR

Six mois .... 16 F
Un an .... 30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 532 - Novembre 1967

ENTRE NOUS...

Nous sommes dans une période d'anniversaires. Le plus retentissant est le cinquantenaire de la révolution russe. On voit aujourd'hui les gouvernements bourgeois — le nôtre à la pointe du combat — célébrer l'instauration d'un ordre nouveau que, par les moyens de la guerre, du blocus et du « cordon sanitaire », ils ont tenté d'étouffer dès ses premiers temps.

On comprendra que nous le célébrions nous aussi à notre manière. Nos lecteurs et amis ne seront pas étonnés que cette manière tienne à la fois de la fidélité à la révolution et de l'observation critique des suites et conséquences de cet événement qui a « ébranlé le monde ».

L'article de tête de ce numéro est de Pierre Pascal qui, était en Russie en 1917, au titre de la mission militaire française, et qui se rallia à la révolution. Ce fut un témoin et un participant. Il est aussi un des plus éminents spécialistes français de la langue et de la civilisation russes.

Marcel Body est de la même lignée, d'origine ouvrière toutefois et resté ouvrier, aussi autorisé que Pascal à parler de ce qu'il a vécu intensément. Il continue dans ce numéro son étude de première main sur l'Opposition ouvrière au sein même du bolchevisme. Il prendra la parole, le 25 novembre, dans une conférence que nous organisons et dont on trouvera ci-inclus la convocation. Qui, en dehors de nous, peut ainsi présenter de tels témoins ?

1967 est aussi un centenaire : celui de la publication du Livre premier du « Capital » de Karl Marx. Notre ami Pierre Rimbert nous entretient ici de cet ouvrage devenu un « classique ». Ce qui ne veut pas dire qu'il soit très lu et qu'il n'y ait qu'une manière de le lire et de l'interpréter.

Ces anniversaires dont l'intérêt n'est pas seulement historique, ne nous empêchent pas de suivre de près l'actualité syndicale et ouvrière dans notre pays et dans tous les pays. Ce numéro paraîtra sans doute au milieu de quelques perturbations sociales. Leur importance et leur ampleur dépendront de circonstances que nous discutons ici.

Sur toutes ces questions que nous venons d'énumérer, il est bien entendu entre nous que nous n'apportons pas d'opinion unique, tranchée et définitive. Dans le seul respect des principes prolétariens qui sont notre justification, nous étudions et nous discutons librement. Une solidarité de base explique que nos discussions, parfois passionnées, ne nuisent pas à l'unité de notre ouvrage.

Il semble même qu'elles la renforcent. Nous en voulons pour preuve le fait que nos lecteurs et amis ont répondu comme nous le leur demandions à l'appel lancé dans nos numéros précédents. On trouvera, dans notre rubrique permanente « D'où vient l'argent ? », les résultats de la souscription spéciale que nous avions ouverte dans les mois de septembre et octobre. La fidélité se traduit là concrètement. Mais plus encore que dans ce renfort financier, nous trouvons un motif d'optimisme dans les encouragements à continuer qui accompagnent très souvent ces versements supplémentaires.

OCTOBRE ET FÉVRIER
ne sont qu'une Révolution

Octobre contraste avec Février.

Février s'était passé dans la rue : tous les actes d'un drame. La modeste manifestation des ouvrières grossie en une masse immense inondant la Perspective Nevski au cri : « Du pain ! » Puis la grève générale faisant déferler sur le centre le peuple ouvrier qui réclame « A bas la guerre ! A bas l'autocratie ! » Ensuite, la rencontre entre le peuple désarmé et les cosaques : la décision approche. Un flottement d'abord, des deux côtés : la troupe tire, il y a des tués. Enfin, tout à la fois, un régiment passe à l'émeute et les autres suivent ; le peuple occupe les Commissariats et l'Arsenal, s'y arme et y met le feu. La Préfecture brûle avec ses dossiers, les prisonniers de la forteresse Pierre-et-Paul sont libérés, le drapeau rouge est hissé sur le Palais d'Hiver, les aigles impériales sont brisées. La révolution est faite, et cela à la grande surprise des politiciens et leaders de tous les partis, de ceux-là mêmes qui depuis des années la prêchaient. Elle a été faite au grand jour, par le peuple : les ouvriers et les soldats qui, les uns et les autres, sont en partie des paysans ; beaucoup d'étudiants et bon nombre de jeunes officiers. L'action des politiques, les membres de la Douma et les militants socialistes qui composent le Soviet, ne se remarque qu'après la victoire acquise, en la dernière de ces cinq journées qui ont transformé le monde.

En Octobre, rien de semblable.

Pas de « journée ». Pas de grandes manifestations. Pas de coups de feu dans la rue. Seul le Palais d'Hiver dut être pris aux élèves-officiers et au bataillon de femmes. Par contre, le changement de régime, cette fois, était prévu, et il a été exécuté par les politiques. Le parti bolchevik, au su de tous, était prêt au coup de force. L'événement se produisit dans la nuit du 24 au 25 : les Pétersbourgeois s'aperçurent au petit matin que les points stratégiques de la capitale étaient occupés par des gardes rouges et des marins de Cronstadt. Les meneurs, et non le peuple, avaient fait la révolution.

N'était-ce pas, alors, un coup d'Etat, plutôt qu'une révolution ? On l'a dit, de maints côtés. Un coup d'Etat, même du point de vue de révolutionnaires, puisque Lénine et les siens avaient agi avant la réunion du Congrès des Soviets, refusant le risque d'un débat public. Un coup d'Etat, à plus forte raison, pour les « bourgeois » ennemis déclarés, perpétré par une poignée de conjurés, de malfaiteurs, de traîtres qui d'ailleurs seraient incapables de se maintenir au pouvoir. Ainsi pensaient, entre autres, les ambassadeurs et les attachés militaires des pays alliés.

En tout cas c'était incontestablement un coup de force, la force du mouvement révolutionnaire déclenché en février.

⁂

L'événement du 25 octobre était dans la ligne directe de Février. La preuve en fut immédiatement fournie par les premiers décrets du IIe Congrès des Soviets : « Sur la paix », « Sur la terre », « Sur l'abolition de la peine de mort », « Sur le pouvoir des Soviets », et par ceux du Conseils des Commissaires du Peuple « sur la convocation de l'Assemblée Constituante », « Sur la journée de huit heures », « Sur les droits des nations de Russie », « Sur le transfert de l'autorité et des moyens de production entre les mains des travailleurs ».

Voici quelques phrases textuelles de ces décrets :

« Le Gouvernement ouvrier et paysan... propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements de commencer immédiatement des pourparlers en vue d'une paix juste et démocratique », c'est-à-dire sans annexions ni contributions.

« La propriété foncière de la noblesse est abolie immédiatement et sans aucune indemnité... Les terres des nobles, des Apanages, des monastères, des églises, avec leur cheptel vif et mort, sont mises à la disposition des comités agraires cantonaux... La terre ne peut être ni vendue ni achetée ni affermée ni hypothéquée: elle est bien national. La jouissance du sol sera répartie également entre les citoyens désirant le travailler seuls ou avec le concours de leur famille, au prorata des forces de travail ou des bouches à nourrir conformément à l'usage du lieu. »

« La peine de mort, établie par Kerenski sur le front, est abolie ». « Tout le pouvoir appartient dorénavant aux Soviets... Leurs présidents traitent directement avec le gouvernement révolutionnaire. »

« Les élections à la Constituante auront lieu à la date fixée du 12 novembre... régulièrement et librement ».

« La journée de travail ne doit pas dépasser 8 heures sur 24, ni 48 heures par semaine... La veille de Noël et de Pentecôte, le travail se termine à midi... Sont chômés tous les dimanches, les 25 et 26 décembre, les jeudi et samedi de la semaine sainte, les lundi et mardi de Pâques, le jour de l'Ascension... »

Autres décrets encore :

Les ouvriers ont le droit de contrôler, par l'intermédiaire de leurs comités élus, tout le fonctionnement des entreprises de toutes sortes, usines, commerces, banques, sociétés de transport, etc.

Les peuples de Russie ont le droit de disposer d'eux-mêmes, « y compris de se séparer et se constituer en Etat indépendant ».

⁂

Tous ces décrets ne faisaient que réaliser les exigences du peuple révolutionnaire de Février qui n'avaient pas été satisfaites.

Voici, quant à la paix, quelle fut la marche des choses.

Le peuple n'avait pas renversé l'autocratie pour jouir d'un gouvernement parlementaire : cela, c'était le rêve caressé par les politiciens bourgeois et leur parti « cadet » (constitutionnel-démocrate). Il l'avait renversée pour sortir enfin de la guerre. Le 12 décembre 1916 le tsar avait annoncé que la Russie poursuivrait les hostilités jusqu'à la prise de Constantinople. Autant dire qu'il faudrait encore guerroyer des mois et des années. Or, le pays ne pouvait plus, matériellement, mener cette guerre ; il ne

le pouvait plus, moralement aussi, parce qu'il était de jour en jour plus conscient de son absurdité. Quant aux soldats du front, ce massacre sans fin entre hommes frères répugnait à leurs sentiments chrétiens. La révolution serait la fin de la tuerie. « Paix à tout l'univers ! » portaient les bannières des journées de février, reprenant une expression des litanies de la messe.

Or, la révolution faite, le Gouvernement Provisoire bourgeois, par la voix de Milioukov, ministre des Affaires étrangères, continuait à réclamer Constantinople et assurait les Alliés de sa détermination à mener la guerre jusqu'à la victoire. Alors le peuple descendit dans la rue, et ce furent les journées d'avril, aux cris de « La paix sans annexions et sans contributions ! » Milioukov tomba. Les soldats fraternisèrent sur le front avec leur vis-à-vis autrichiens et allemands.

Cela n'empêcha pas le nouveau gouvernement, à participation socialiste, de commander, pour plaire aux Alliés, une folle offensive. Dûment endoctrinés, grisés par l'éloquence inlassable et pathétique de Kerenski, de nombreux régiments marchèrent encore. On aurait tort d'en conclure que les soldats renonçaient à leur volonté de paix. Tout simplement, ils n'étaient pas des lâches, et ils s'étaient laissé convaincre. Leur désillusion, après l'échec de cette « offensive révolutionnaire », n'en fut que plus grande. Pour l'armée, le coup fut mortel.

La reprise en main tentée peu après par le général Kornilov n'aboutit qu'à jeter non plus seulement les soldats, mais les soviets dans les bras des bolcheviks. La paix devenait en effet le désir ardent de l'énorme majorité de la population. Or, seul le parti de Lénine apparaissait décidé à la procurer, si le pouvoir passait aux Soviets, où ce parti conquérait de proche en proche la majorité.

Au début d'octobre, une dernière chance de survie s'offrit cependant au Gouvernement Provisoire, avec le plan d'un nouveau ministre de la Guerre : reconstituer une armée réduite, s'appuyer sur ce noyau supposé combatif pour proposer au plus tôt une paix raisonnable ; si l'ennemi la refusait, peut-être le pays accepterait-il de continuer les hostilités. Les Alliés s'indignèrent. Ils obligèrent Kerenski à renvoyer le ministre, Verkhovski. Ils pensaient que, si des êtres aussi ridicules que Lénine et les siens prenaient le pouvoir, il s'ensuivraient à bref délai une réaction salutaire.

Ainsi le Gouvernement Provisoire avait manqué, après huit mois, le principal objectif de la révolution : la paix. Les hommes d'octobre prirent la relève. Donc la révolution, sur ce point déjà, ne faisait que continuer.

La démonstration serait la même sur les autres points. Mais cela reviendrait à écrire toute l'histoire des incertitudes, des timidités, des échecs de ces huit mois. Le souvenir de cette première période de la révolution n'est pas totalement détestable, car elle a été la seule période de grande liberté qu'ait connue la Russie : liberté de pensée, liberté religieuse, liberté de la presse, liberté de réunion, de parole, d'association, de déplacement...

Je me bornerai à passer en revue, brièvement, quelques points encore.

D'abord, la question de la terre. Si, pour obtenir la paix, le peuple n'avait d'autre moyen à sa disposition que la fraternisation des soldats, moyen limité et peu efficace, la terre au contraire était sous sa prise directe. Il ne dépendait que des paysans de labourer, ensemencer et moissonner les grands domaines ou les fermes constituées par Stolypine aux dépens des communes, ou bien de ne pas payer son dû au propriétaire des lots qu'ils tenaient en location. C'est ce qu'ils firent dès le mois de mars. Ce fut là un mouvement spontané, irrésistible, une impulsion élémentaire: l'antique conviction que la terre appartient à celui qui la travaille. Le Gouvernement Provisoire tenta de s'y opposer. Les leaders bourgeois ne toléraient d'aliénation du sol qu'à condition d'indemniser les propriétaires; les socialistes déclaraient précaires les appropriations illégales; tous étaient d'accord pour renvoyer la solution du problème foncier après la Constituante. Les bolcheviks aussi; mais ils approuvaient « en attendant » les initiatives locales et encourageaient les paysans. Il était donc manifeste que le titre légal auquel malgré tout les paysans tenaient leur viendrait des bolcheviks et d'eux seuls, après la prise du pouvoir par les Soviets.

Les ouvriers aussi, qui n'avaient même pas obtenu, depuis février, la journée de huit heures, et qui, devant la mauvaise volonté des patrons, occupaient les usines et s'essayaient tant bien que mal à les gérer, ne comptaient plus maintenant que sur les bolcheviks pour légaliser leurs droits à une vie plus humaine. Car c'était surtout leur accession à la dignité et à l'égalité d'honneur qu'ils attendaient de la révolution.

Sous l'ancien régime, les diverses nations englobées dans l'Empire semblaient supporter leur sort. La chute de la monarchie suscita chez elles une fièvre extraordinaire. Les nations périphériques, comme la Finlande et l'Ukraine (La Pologne occupée par les Allemands n'était plus en cause), réclamaient leur indépendance ; celles de l'intérieur, comme les Tatars de Kazan, parlaient d'autonomie.

Le problème était embarrassant pour le Gouvernement Provisoire et même pour les dirigeants russes de tous les partis parce que le plus souvent les mouvements nationaux étaient compliqués d'antagonismes sociaux. Les bourgeois cadets de Saint-Petersbourg, patriotes russes, se découvraient adversaires des partis bourgeois d'Ukraine, qui avaient constitué un gouvernement indépendant. Les socialistes russes, qui se devaient d'admettre le droit de toutes les nationalités à l'indépendance, se trouvaient alliés, malgré eux, en Ukraine et ailleurs, à des mouvements bourgeois. Les bolcheviks russes étaient gênés, en outre, quand un mouvement national entraînait, avec les bourgeois, les ouvriers et les paysans et même les bolcheviks locaux, car Lénine était foncièrement opposé à toute fragmentation nationale du parti. Cependant Lénine admit, là aussi, l'exigence révolutionnaire : il se déclara pour le droit de sécession des nations.

On le voit, les décrets d'Octobre visaient à l'accomplissement des aspirations populaires de février.

Il faut le reconnaître aussi, ces décrets ne portaient pas la marque d'un parti. Rédigés par Lénine, ils ne portaient pas la marque du parti bolchevik. Ils n'avaient rien de sectaire ni d' « extrémiste ». Le décret sur la paix ne rompait aucune alliance, ne concluait aucune paix séparée, n'engageait encore, par lui-même, aucune négociation : il proposait avant tout un armistice d'au moins trois mois pour laisser à tous les belligérants le temps de se décider. Le décret sur la terre acceptait pratiquement le partage des terres des grands domaines, qui appartenait au programme des socialistes-révolutionnaires et allait à l'encontre de celui

des bolcheviks comme de tous les sociaux-démocrates marxistes, et de plus il donnait comme directives pour ce partage un règlement établi par le Congrès paysan. La justice paysanne se faisait sentir dans ce règlement, en particulier dans un article stipulant que le noble dépossédé qui exprimerait son intention de travailler aurait droit à un lot de terre. Plusieurs des décrets comportaient la réserve « jusqu'à l'Assemblée Constituante » : or, la Constituante, élue au suffrage universel, était une exigence de tous les démocrates de tous les partis, des bourgeois comme des socialistes. Enfin, détail caractéristique, le décret sur la journée de huit heures reconnaissait comme fêtes chômées les fêtes religieuses.

***

Le coup de force du 25 Octobre était dû à la volonté de Lénine, mais accordée à la volonté populaire. Si la révolution de Février était légitime, il était légitime aussi. Il n'y a eu en 1917 qu'une révolution. A l'époque, cette vérité a été sentie, naturellement, par l'ensemble du peuple. Elle a été niée et combattue par les esprits prosaïques au sens large du mot, c'est-à-dire platement terre à terre, inquiets de l'inconnu dans lequel on s'engageait. Elle a été accueillie avec enthousiasme par les poètes au sens propre, comme Blok, Essenine, André Biely, et au sens large, c'est-à-dire par tous ceux qui voyaient alors la Russie et, derrière elle, le monde tourner le dos à un passé de guerres et de misère, de contraintes et d'inégalités, et s'élancer vers une existence nouvelle où serait enfin réalisé l'idéal évangélique.

Car ni dans le peuple, ni chez les poètes, ni dans les décrets d'Octobre il n'y avait trace de marxisme.

P. PASCAL.

Les 14 points du Président Wilson

Elles sont bien oubliées, les propositions de Wilson. Il nous a fallu chercher *pour mettre la main dessus. Il semble qu'après avoir paru dans les journaux de 1917, elles n'ont plus été publiées. Et leur esprit aussi a été bien oublié, cet esprit que Clemenceau n'avait pas peur d'appeler* « la noble candeur » *du Président Wilson a contribué à amener l'Allemagne à cesser la guerre le 11 novembre 1918.*

Ces 14 points, les voici :

1. Accords de paix conclus ouvertement, après lesquels il n'y aura plus d'accords internationaux privés, de quelque nature qu'ils soient, mais la diplomatie procédera toujours franchement et publiquement ;

2. Liberté absolue de la navigation sur les mers, en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf le cas où ces mers seraient fermées en totalité ou en partie par une action internationale en vue de l'exécution d'accords internationaux ;

3. Suppression autant qu'il sera possible de toutes les barrières économiques et établissement de conditions commerciales pour toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir ;

4. Garanties suffisantes données et prises que les armements nationaux seront réduits à l'extrême limite compatible avec la sécurité interieure du pays ;

5. Arrangement libre, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales, basé sur le respect strict du principe qu'en réglant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront peser d'un poids égal avec les demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être fixé ;

6. Evacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie, de façon à assurer la meilleure et la plus large coopération des autres nations du monde pour fournir à la Russie l'occasion opportune de fixer, sans entrave ni embarras, l'indépendance de son propre développement politique et national ; pour lui assurer un sincère accueil dans la Société des Nations libres sous un gouvernement qu'elle aura choisi elle-même ; pour lui assurer, enfin, l'aide la plus grande et de quelque nature qu'elle soit qu'elle pourrait désirer. Le traitement accordé à la Russie par ses nations sœurs pendant les mois prochains sera la pierre de touche qui révèlera la bonne volonté et la compréhension de ces nations pour les besoins de la Russie, abstraction faite de leurs propres intérêts et de leur intelligente sympathie ;

7. Belgique. Le Monde entier sera d'accord que ce pays doit être évacué et restauré, sans aucune tentative de limiter la souveraineté dont elle jouit à l'égal des nations libres. Nul acte mieux que celui-là n'aidera à rétablir la confiance des nations dans les lois établies et fixées pour régir leurs relations entre elles. Sans cet acte de réparation, la structure et la validité de toutes les lois internationales seraient pour toujours affaiblies ;

8. Tout le territoire français devra être libéré et les parties envahies devront être entièrement restaurées. Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, et qui a troublé la paix du monde pendant près de cinquante ans, devra être réparé afin que la paix puisse être, encore une fois, assurée dans l'intérêt de tous ;

9. Un « réajustement » des frontières italiennes devra être effectué suivant les lignes des nationalités clairement reconnaissables ;

10. Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder la place parmi les nations, devrait être donnée pour la première fois l'occasion d'un développement autonome ;

11. La Roumanie, la Serbie, le Montenegro devraient être évacués ; on leur restituera ceux de leurs territoires qui ont été occupés. A la Serbie sera accordé un libre accès à la mer, et les relations entre les divers Etats balkaniques devront être fixés amicalement sur les inspirations des puissances suivant les lignes établies historiquement. Des garanties internationales d'indépendance politique, économique et d'intégrité territoriale seront fournies à ces Etats.

12. Aux parties du présent empire Ottoman seron assurées pleinement la souveraineté et la sécurité, mais les autres nationalités qui vivent actuellement sous le régime de cet empire doivent d'autre part jouir d'une sécurité certaine d'existence et l'occasion de développer sans obstacles l'autonomie qui doit leur être donnée.

Les Dardanelles seront ouvertes en permanence et constitueront un passage libre pour les navires et pour le commerce de toutes les nations, sous des garanties internationales ;

13. Un Etat polonais indépendant devrait être constitué, comprenant les territoires habités par des nations incontestablement polonaises, lesqu'elles devraient être assurées d'un accès libre à la mer, l'indépendance politique, économique et l'intégralité territoriale de ces populations seront garanties par une convention internationale ;

14. Une Société générale des Nations devrait être formée en vertu de conventions spéciales ayant pour objet de fournir des garanties réciproques d'indépendance politique et territoriale à tous ces petits Etats.

IV

LA RÉPONSE DE LÉNINE
à Chliapnikov et Kollontaï

Le texte ci-dessous, traduit pour la première fois en français à l'intention des lecteurs de « la R.P. », est extrait du recueil, aujourd'hui introuvable, publié à Moscou sous le titre : Le Dixième Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténographique *(8-16 mars 1921).*

Dans sa réplique à Chliapnikov et Alexandra Kollontaï, Lénine passera sous silence l'isolement dans lequel est tombé le Parti, isolement que les porte-parole de l'Opposition ouvrière ont dénoncé comme étant la conséquence de la politique anti-ouvrière du Comité Central. Il est vrai que Lénine et son entourage n'ont pas les mêmes préoccupations que Chliapnikov et Alexandra Kollontaï. Ce que Lénine veut ce n'est pas l'« ouvriérisation » du Parti, de l'administration soviétique et de la direction des départements économiques, mais au contraire, la création d'un corps de fonctionnaires capables de former les cadres du capitalisme d'Etat qu'il entend instaurer parallèlement à une coopération aussi large que possible avec de grands trusts internationaux pour la mise en valeur des richesses naturelles du pays.

Clôturant la discussion sur le rapport politique, Lénine s'en prendra au discours de Chliapnikov et à la brochure d'Alexandra Kollontaï, et il fera de l'un et de l'autre une critique tantôt ironique, tantôt cinglante, mais constamment assortie de menaces :

La plupart des délégués qui ont pris la parole se sont réclamés de l'Opposition ouvrière, appellation qui ne prête pas à rire ! (...) Et ce n'est plus une chose qui prête à rire que de former une opposition dans un tel moment, dans un Parti tel que le nôtre ! La camarade Kollontaï, par exemple, a dit carrément : « Le rapport de Lénine a passé Cronstadt sous silence. » En entendant ça, les bras m'en sont tombés. Tous ceux qui sont ici présents savent parfaitement — il va de soi que dans les comptes rendus de presse il faudra parler avec moins de franchise qu'en cette enceinte — que dans le rapport que j'ai fait, j'ai tout ramené aux leçons des événements de Cronstadt ; et je mériterais plutôt le reproche d'avoir consacré la plus grande partie de mon rapport aux enseignements qui, pour l'avenir, découlent de ces événements.

(...) Nous traversons une période qui nous met face à face avec un grand danger : la contre-révolution petite-bourgeoise, comme je l'ai déjà dit, est plus dangereuse que Dénikine. Les camarades (qui ont pris la parole) ne l'ont pas contesté. Cette contre-révolution a ceci de particulier qu'elle est une contre-révolution petite-bourgeoise. **Et je prétends qu'entre les idées et les slogans de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste, et les mots d'ordre de l'Opposition ouvrière il y a un lien.** Aucun des délégués qui ont pris la parole — bien que la plupart aient été des représentants de l'Opposition ouvrière — n'a apporté de réponse à cela. Or la brochure publiée par la camarade Kollontaï à l'occasion du Congrès en est la confirmation la plus éclatante. Et je devrais m'arrêter particulièrement sur cette brochure pour vous montrer pourquoi la contre-révolution dont je parle a pris une forme anarchiste, petite-bourgeoise, pourquoi elle a revêtu une ampleur si considérable et si dangereuse et pourquoi les représentants de l'Opposition ouvrière qui sont montés à cette tribune ne comprennent pas ce danger.

(...) Quand on nous dit que le « démocratisme » n'est pas appliqué chez nous autant qu'il devrait l'être, nous répondons que c'est absolument vrai. A cet égard, nous avons besoin qu'on nous aide et qu'on nous indique les moyens de l'appliquer. Ce sont ces suggestions qu'il nous faut et non des discours.

(...) Vous (l'Opposition ouvrière) reconnaissez que vous restez dans l'opposition. Vous êtes venus au Congrès avec la brochure de la camarade Kollontaï sur la couverture de laquelle il est écrit : « Opposition ouvrière ». Vous avez donné le bon à tirer de cette brochure alors que vous étiez déjà au courant des événements de Cronstadt et saviez que la contre-révolution petite-bourgeoise relève la tête. C'est à ce moment que vous venez en prenant le nom d'« Opposition ouvrière ». Vous ne comprenez pas quelle responsabilité vous prenez et à quel point vous sapez l'unité du Parti !

(...) Maintenant, à cette tribune, donnez-vous la peine de répondre ! (...) Que nous apportez-vous ? Quelles critiques faites-vous ? Cet examen doit être fait et je pense qu'il sera définitif. C'en est assez ! Il n'est pas possible de jouer ainsi le Parti ! **Ce jeu, dans un moment pareil, quand des centaines de milliers de boïévki dévoyés (1) sont en train de saccager, de ruiner notre économie, est intolérable.**

(...) Après ces remarques préliminaires sur la nature de l'Opposition ouvrière, j'attire votre attention sur la brochure de la camarade Kollontaï. Elle mérite vraiment votre attention, car elle fait le bilan du travail accompli ou de la désagrégation perpétrée en quelques mois.

(...) On a dit ici que j'avais collé « administrativement » l'étiquette de syndicaliste à l'Opposition ouvrière. Qu'est-ce que l'expression « comportement administratif » vient faire ici quand je dis, à propos de l'Opposition ouvrière, que c'est là, est-ce vrai ou non ? du syndicalisme. (...) Cette accusation a été portée devant tout le Parti, nous en avons pris la responsabilité en l'imprimant dans une brochure adressée aux congressistes, tirée à 250.000 exemplaires. Les camarades qui se préparaient à prendre part à ce Congrès devaient savoir qu'une déviation syndicaliste est une déviation anarchiste et que **l'Opposition ouvrière, qui s'abrite derrière le dos du prolétariat est bel et bien un élément petit-bourgeois, un élément anarchiste.**

(...) Que l'élément petit-bourgeois, anarchiste, s'infiltre dans les grandes masses, le fait est visible, et le Congrès l'a mis en lumière. Que cet élément soit entré en action, c'est ce que prouvent la brochure de la camarade Kollontaï et les thèses du camarade Chliapnikov. (...) A la page 25 de sa brochure, la camarade Kollontaï écrit : « L'organisation de la direction de l'économie nationale

(1) Démobilisés de l'Armée rouge qui, rentrant dans leurs villages et ne trouvant que ruine ou que misère, rejoignaient les paysans insurgés.

appartient au Congrès panrusse des producteurs qui, groupés dans leurs syndicats d'industrie, élisent l'organisme central qui dirige l'ensemble de la vie économique de la République. »

C'est la thèse même de l'Opposition ouvrière. Je dois avouer qu'après en avoir pris connaissance, je n'ai pas lu les autres thèses, car il est clair que tout est dit, à savoir que c'est l'élément petit-bourgeois, l'élément anarchiste (qui parle) et, en présence des événements de Cronstadt, il n'en est que plus étrange de voir soutenir une thèse pareille.

A l'appui de cette argumentation, Lénine invoquera l'autorité de la IIIe Internationale dont une résolution, votée au 2e Congrès, précise le rôle des partis communistes dans l'exercice de la dictature du prolétariat. Et tout en soulignant que « les thèses de l'Opposition ouvrière heurtent de front les résolutions du 2e Congrès de l'I.C. », Lénine fera sur la situation de la classe ouvrière russe, trois années et demie après la révolution d'Octobre, un aveu dont on mesurera l'importance :

(...) Les thèses de l'Opposition ouvrière heurtent de front les résolutions du 2e Congrès de l'Internationale communiste sur le rôle du parti communiste dans l'exercice de la dictature du prolétariat. **C'est là du syndicalisme, parce que songez-y, notre prolétariat est en majeure partie déclassé, parce que des crises économiques d'une ampleur inouïe et la fermeture des usines ont abouti à ceci, que les ouvriers, poussés par la faim, ont fui, abandonné les usines et dû s'installer à la campagne, cessant ainsi d'être des ouvriers.** Est-ce que nous ne savons pas, est-ce que nous ne constatons pas que ces crises (économiques) d'une ampleur inouïe, que la guerre civile, la rupture de rapports normaux entre la ville et la campagne, la paralysie des transports ont donné naissance à des échanges de menus objets, voire de simples briquets, fabriqués dans de grandes usines, contre du blé, puisque les ouvriers ont faim et que les convois de blé n'arrivent pas. Quoi donc, n'avons-nous pas vu ça en Ukraine, ne l'avons-nous pas vu en Russie ? C'est cela précisément qui, dans l'ordre économique, **entraîne le déclassement du prolétariat qui, à son tour, engendre les tendances anarchistes, petites-bourgeoises et les force même à se faire jour.**

Mais c'est assez discuté. Et Lénine laisse déjà prévoir le sens de la résolution qu'il soumettra au vote du Congrès :

(...) Toutes ces ratiocinations sur la liberté d'expression, sur la liberté de critique qui reviennent à chaque instant dans cette brochure et dans les déclarations de l'Opposition ouvrière, forment les neuf-dixièmes du contenu de ces propos qui n'ont pas de sens propre. (...) Nous avons passé assez de temps à discuter et je dois dire qu'aujourd'hui, « discuter à coup de fusil » vaut beaucoup mieux que discuter les thèses que l'Opposition nous met sous le nez. A l'heure actuelle, il ne faut pas d'opposition, camarades, ce n'est pas le moment ! Soyez là ou ailleurs, avec un fusil, mais pas avec de l'opposition. C'est ce qui découle de la situation objective; assez de critiques. **Et je pense que le Congrès devra tirer cette conclusion et qu'il tirera aussi celle-ci qu'en ce qui concerne l'Opposition c'est maintenant fini, la coupe est pleine, nous en avons assez.**

(...) Depuis longtemps votre groupe a eu toute latitude pour critiquer autant qu'il l'a voulu. (...) Nous devons épauler ceux qui sont effectivement en contact avec des masses ouvrières, qui les connaissent bien, qui ont de l'expérience et peuvent donner leur avis au Comité Central. Peu importe qu'ils se qualifient comme il leur plaît, pourvu qu'ils nous aident effectivement, qu'ils ne jouent pas à l'opposition, et qu'ils ne défendent pas coûte que coûte leur groupe, leur fraction ; pourvu, dis-je, qu'ils soient pour nous une aide. **Mais s'ils veulent continuer à jouer à l'opposition, le Parti devra les exclure de ses rangs.**

S'appuyant sur un passage de la brochure d'Alexandra Kollontaï, Lénine précisera ses menaces d'exclusion :

« L'Opposition ouvrière, lit-on p. 36 de ladite brochure, ne doit pas, ne peut pas faire de concessions. Cela ne veut pas dire qu'elle pousse à la scission... Non, son but est tout autre. Même battue au Congrès, elle devra rester dans le Parti et, pas à pas, défendre fermement son point de vue pour sauver le Parti et redresser sa politique. »

« Même battue au Congrès... » Quelles précautions ! dites-moi. Mille excuses, **mais à titre personnel je me permets de vous déclarer en toute certitude que ce Congrès ne le permettra pas !** (...) Tous ceux qui veulent apporter leur contribution à l'œuvre (commune) ne pourront être que les bienvenus, mais quand on nous dit qu'on « ne fera pas de concessions » et qu'on sauvera le Parti en y restant... (j'ajoute) : **si toutefois on vous y laisse !**

S'en prenant à l'idée lancée par l'Opposition ouvrière d'autoriser les syndicats d'industrie à convoquer un Congrès des producteurs pour désigner les délégués appelés à siéger dans un organisme de direction technique et de contrôle ouvrier de l'économie nationale, Lénine la rejettera en ces termes :

(...) On vous a dit qu'un « Congrès panrusse des producteurs » doit diriger l'industrie. J'ai des peines à trouver les mots nécessaires pour caractériser cette étourderie. (...) Il est curieux qu'à la page 33 de la brochure d'Alexandra Kollontaï on puisse lire : « L'Opposition ouvrière (...) ne songe pas à créer ses propres organismes de direction de l'économie nationale, élus à un Congrès des producteurs, et à dissoudre ensuite les conseils de l'économie nationale, les départements économiques et les centres directeurs. Non, elle songe à tout autre chose : soumettre à ses directives les nécessaires et précieux centres techniques de direction, leur confier des tâches théoriques, les utiliser comme en son temps les industriels utilisaient leurs techniciens. »

Ainsi la camarade Kollontaï, le camarade Chliapnikov et ceux qui les suivent... soumettront à leurs nécessaires directives les conseils de l'économie nationale, les départements économiques et les centres techniques de direction — les Rykov, les Noguine et autres « quantités négligeables » — et leur donneront des tâches théoriques. Peut-on, camarades, prendre ça au sérieux ? Si vous aviez des « tâches théoriques » quelconques à proposer, pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Pourquoi, lorsque le camarade Kisselev était à la tête du département des Textiles, ne nous a-t-il pas enseigné la manière de combattre le « bureaucratisme » ? Pourquoi le camarade Chliapnikov, quand il était commissaire du peuple, pourquoi la camarade Kollontaï, quand elle aussi était commissaire du peuple, ne nous ont-ils pas montré comment on lutte contre lui ? Nous savons bien qu'il y a chez nous de la poussière bureaucratique ; et nous qui, de très près, avons affaire à cet appareil bureaucratique, nous en souffrons. (...) Vous connaissez le moyen de le simplifier ? Partagez avec nous, chers camarades, vos connaissances !

Vous dites : « Les technocrates infligent des vexations aux ouvriers, les ouvriers mènent une existence de forçats dans la République des travailleurs. » C'est là pure démagogie ! Que le « bureaucratisme » soit une question angoissante, nous le reconnaissons, cela est même dit dans le programme de notre Parti. La critique des départements économiques et des conseils de l'économie nationale est aisée, mais quand vous les critiquez, les masses ouvrières sans-parti en concluent qu'il faut les dissoudre ! Les socialistes-révolutionnaires s'en emparent. Des camarades m'ont dit qu'en Ukraine, les socialistes-révolutionnaires, dans leurs conférences, formulent leurs propositions en termes identiques. Et qu'est-il dit dans les résolutions de Cronstadt ? **Vous ne les connaissez pas toutes ? Nous les mettrons sous vos yeux : elles tiennent le même langage.** Pourquoi ai-je souligné le danger que représente Cronstadt ? Pourquoi ai-je dit que ce danger rési-

dait en ceci qu'apparemment on ne demande qu'un tout petit changement : « Que les bolcheviks s'en aillent..., nous modifierons un peu le régime » : voilà ce que veulent les gens de Cronstadt. Or le résultat est que Savinkov est arrivé à Revel, que les journaux de Paris, deux semaines avant, ont parlé de ces événements, qu'**un général blanc** (2) **a fait son apparition.** Voilà ce qu'on a vu. Or toutes les révolutions ont eu ce sort. C'est pourquoi nous disons : Du moment que nous sommes en présence d'une pareille situation, nous devons serrer les rangs de façon à répondre à ces choses-là avec le fusil, quel que soit le caractère innocent que tout cela ait en apparence ; c'est ce que j'ai dit dans mon premier discours.

A cela, l'Opposition ouvrière n'apporte pas de réponse ; elle nous dit : Nous ne dissoudrons pas les conseils de l'économie nationale, mais « nous les soumettrons à nos directives ». « Le congrès des producteurs » soumettra à ses directives 71 départements de l'économie nationale ! Je vous le demande, est-ce que ces gens-là veulent rire ? (...) Ils représentent bel et bien l'élément petit-bourgeois, anarchiste, non seulement dans la masse ouvrière, mais aussi dans le Parti **et cela en aucun cas nous ne pouvons le tolérer.** Nous nous sommes permis un luxe : nous avons permis à ces gens-là d'exprimer de la façon la plus complète leurs opinions, et ceci maintes fois. (...) L'Opposition ouvrière nous dit : « Nous ne ferons pas de concessions, mais nous resterons dans le Parti. » **Eh bien non, ce numéro ne passera pas !**

Une fois de plus je répète que dans la lutte contre le « bureaucratisme » toute aide venant d'un ouvrier, qu'il s'appelle comme diable il voudra, s'il entend nous aider sincèrement, sera bienvenue. Quand on nous dit que nous n'avons pas confiance en la classe ouvrière, que nous n'admettons pas les ouvriers dans les organismes directeurs, c'est là une contre-vérité manifeste. Nous recherchons et sommes heureux de recruter tout ouvrier tant soi peu capable d'être un administrateur et nous le mettons aussitôt à l'épreuve. Si effectivement le Parti ne mettait pas sa foi dans la classe ouvrière et ne laissait pas les ouvriers accéder aux postes de responsabilité, il faudrait crier haro sur ce Parti. (...) J'ai dit que c'est là une contre-vérité : nous souffrons par-dessus tout d'un manque de forces et l'aide, même minime, d'un homme tant soit peu capable, à plus forte raison quand il s'agit d'un ouvrier, nous l'acceptons des deux mains. **Mais des hommes de ce genre, nous n'en avons pas. Sur ce plan c'est l'anarchie. Or nous devons combattre le « bureaucratisme » et pour cela, il nous faut des centaines de milliers d'hommes.**

Dans notre programme, le problème de la lutte contre le « bureaucratisme » est posé comme une tâche de longue haleine. Plus la classe paysanne est dispersée, plus le « bureaucratisme » dans les organismes centraux est inévitable.

Il est facile d'écrire : « Dans le Parti les choses vont mal ». **Vous comprenez vous-mêmes ce que signifie le fait d'affaiblir l'administration soviétique quand deux millions d'émigrés se trouvent à l'étranger.** La guerre civile les a chassés. Il nous ont rendu service en tenant désormais leurs séances à Berlin, Paris, Londres et dans toutes les capitales, excepté la nôtre. Ils apportent leur soutien au même élément dit petit producteur, à l'élément petit-bourgeois.

(...) Tout ce que l'on pourra faire pour éliminer ce « bureaucratisme » en faisant appel aux ouvriers qui n'ont pas encore reçu d'avancement, nous le ferons ; et toute suggestion dans ce sens sera bien accueillie. Si même on qualifie cela du terme impropre de « concession », comme on l'a fait ici, 99 % des congressistes répondront, malgré cette brochure (d'Alexandra Kollontaï) : « Nous ferons des « concessions » et de cette façon nous prendrons (dans l'Opposition ouvrière) tout ce qu'il y a de sain.

Et Lénine terminera son discours en couvrant la gestion de Tsiouroupa, commissaire du peuple à l'Approvisionnement, que Chliapnikov avait dénoncé comme responsable de la perte des pommes de terre réquisitionnées et stockées à la campagne en dépit du bon sens et sans aucun contrôle ouvrier :

Levez-vous avec les ouvriers et montrez-nous comment on doit combattre le « bureaucratisme », si vous savez mieux faire que nous, mais ne prenez pas la parole comme l'a fait Chliapnikov. (...) Il nous a dit que les pommes de terre ont pourri et demandé pourquoi Tsiouroupa n'a pas été déféré aux tribunaux.

Or je pose la question : pourquoi n'a-t-on pas déféré Chliapnikov lui-même à ces tribunaux pour de tels propos ? Sommes-nous dans un Parti organisé où nous parlons sérieusement de discipline, d'unité — ou bien dans un forum du type de Cronstadt ? Or il s'agit-là d'une phrase anarchisante digne de Cronstadt. Nous sommes des membres organisés du Parti aujourd'hui réunis pour corriger nos erreurs. Si, de l'avis de Chliapnikov, on aurait dû déférer Tsiouroupa aux tribunaux, pourquoi Chliapnikov, en tant que membre discipliné du Parti, n'a-t-il pas porté l'affaire devant la Commission de contrôle ? (...) Et comment se fait-il que Chliapnikov vienne maintenant devant le Congrès, **devant la plus haute assemblée du Parti et de la République,** lancer l'accusation qu'on a laissé pourrir les pommes de terre et demander pourquoi on n'a pas traduit Tsiouroupa devant les tribunaux ? Or je vous le demande ? Est-ce qu'au département de la Guerre, il n'y a pas eu d'erreurs commises, de batailles perdues, de matériel de transport et autres biens abandonnés ? Et qu'aurions-nous dû faire ? Déférer à la justice nos militaires responsables ? (...) Les pommes de terre pourrissent... Certes, les erreurs seront encore nombreuses, nos services de ramassage, nos transports ne sont pas organisés comme ils devraient l'être. Mais quand, au lieu de proposer des mesures pour réparer les fautes commises, on lance à la légère de telles accusations, quand on nous somme de dire pourquoi nous n'avons pas traduit Tsiouroupa devant les tribunaux, nous répondons : « dans ces conditions c'est tout le Comité central qu'il faut mettre en jugement. Nous estimons que de tels propos relèvent de la démagogie. Et qu'il faut déférer à la justice soit Tsiouroupa et nous (le C.C.), soit Chliapnikov, mais il n'est pas possible de travailler ainsi. (...) Ou bien on écarte du Parti ceux qui lancent de telles accusations, ou bien on leur dit : nous te confions la tâche de collecter les pommes de terre dans telle province ; mais attention, prends garde qu'il en pourrisse moins que dans les provinces où Tsiouroupa a dirigé la collecte !

Il va sans dire que Lénine obtiendra du Congrès la condamnation de l'Opposition ouvrière, mais il ne parviendra pas à la bâillonner, malgré les menaces d'exclusion qu'il inclura dans la résolution que lui-même rédigera.

Mais avant d'examiner cette résolution, dont le vote interviendra à la fin du Congrès, nous reviendrons sur la nouvelle politique économique dont Lénine fera adopter le principe avant de déclencher l'action militaire contre Cronstadt, laquelle s'inscrira dans l'histoire prolétarienne comme une des plus sombres pages des temps modernes.

Marcel BODY.

(2) Lénine use et abuse de ce qu'il sait pertinemment être un mensonge.

Le dépérissement de l'Etat est un processus de longue durée qui, dans la phase actuelle, se réalise par une participation toujours plus large à l'autogestion.

TITO.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Le Congrès de la C.F.D.T.

L'événement du mois, dans le monde syndical, c'est le congrès de la C.F.D.T. Il se tient pendant que nous sommes encore occupés à bâtir ce numéro. Nos commentaires personnels seront donc pour le mois prochain. Nous serons présents à plusieurs de ces séances et nous aurons de quoi répondre à l'intérêt justifié de nos lecteurs, avec leur collaboration peut-être. La C.F.D.T. est devenue, que cela plaise ou non, et même si cela dérange le confort intellectuel et les schémas pré-établis, un élément important de l'activité syndicale en France, et, par voie de conséquence, un des facteurs des luttes ouvrières. Pour l'approuver ou pour la combattre, ou simplement, comme nous, pour suivre avec objectivité son orientation, il ne faut pas commencer par la nier, par refuser de la soumettre au seul jugement des faits quand ceux-ci n'entrent pas dans un système de pensée.

Le pacte d'unité d'action conclu entre la C.F.D.T. et la C.G.T., s'il a modifié, un peu, du point de vue descriptif, la mosaïque syndicale en France, n'a certes pas amené de grands changements dans la tactique syndicale, moins encore dans la stratégie des forces sociales en présence, moins encore dans la physionomie des luttes ouvrières et dans leur efficacité réelle. C'est ce manque d'efficacité, et peut-être aussi une mauvaise tendance au départ, qui font verser des militants C.F.D.T. du côté des luttes politiques pour le pouvoir.

Ces questions sont de première importance pour tous les militants syndicalistes. Il faut s'attendre à ce qu'elles prennent de la place dans le Congrès et nous serions les premiers à regretter qu'on étouffe ou qu'on réduise leur discussion. A lire les documents préparatoires au congrès, on peut espérer ne pas rester sur sa faim. Quand paraîtront ces lignes, les débats d'Issy-les-Moulineaux nous auront donné sans doute de quoi nourrir nos réflexions.

Dans le rapport de synthèse distribué avant le congrès, ces questions que nous venons d'évoquer sont mises en valeur. Nous y lisons évidemment une justification de l'accord au sommet du 10 janvier 66, encore que le rapport ne manque pas de souligner que cet accord s'est fait « sur la plate-forme revendicative de la C.F.D.T. ». Mais au chapitre des « résultats de l'entente », nous lisons : *« Il y a eu les mouvements d'ensemble, les plus spectaculaires certes, mais nous avons toujours voulu éviter qu'ils deviennent des espèces de « journées exutoires »*. Etes-vous bien sûrs d'avoir réussi à l'éviter ?

Le rapport insiste sur « les résultats appréciables » obtenus par les actions d'entreprises comme Dassault, Rhodiacéta, Berliet... et Saint-Nazaire. A propos de ce dernier conflit, nous lisons : *« Nos luttes ont favorisé une prise de conscience plus grande de la classe ouvrière vis-à-vis du capitalisme... Certes, il ne s'agit pas d'un raz-de-marée... mais d'un courant profond qu'il convient de développer, car la confiance et le renforcement du syndicalisme sont la condition de nos futurs succès. »* Il ne faudrait pas alors, ajouterons-nous, dévoyer déjà « ce courant profond » vers les compétitions politiques et confondre programme de revendication et d'action syndicale avec programme de gouvernement.

Dans ce rapport de synthèse, Eugène Descamps tient à démontrer que, dans l'unité d'action, la C.F.D.T. n'a en rien perdu « sa personnalité ». Il précise : *« L'entente avec la C.G.T. en est restée, comme nous le désirions, à un stade tactique. Elle n'est pas un but mais un moyen que la C.F.D.T. utilise pour faire aboutir des revendications communes aux organisations syndicales. Nous nous sommes employés à rechercher les formes nécessaires pour aboutir aussi à une entente, au niveau de l'action, avec Force Ouvrière. Encore fallait-il que de ce côté aussi existe la volonté d'agir. »*

⁂

La polémique avec F.O. sera donc ouverte. Elle l'est déjà. Descamps et Bergeron en sont à l'échange de lettres ouvertes. Ils discutent publiquement sur leur attitude réciproque au moment de l'élection des trois caisses nationales de Sécurité Sociale. Dans sa lettre-réponse du 27 octobre, le camarade André Bergeron fait état d'un accord préalable entre le représentant de F.O., Derlin, et le représentant C.F.D.T., Mathevet, et il accuse la C.F.D.T. d'avoir « viré » après avoir négocié avec la C.G.T., en oubliant alors l'accord préalable avec F.O. Il écrit à Descamps :

« Nous t'invitons à méditer ce qui suit : comment les voix ou les candidatures patronales peuvent-elles être impures quand elles rencontrent celles de F.O. alors qu'elles ne le sont plus lorsqu'elles reçoivent votre approbation ? Nous tenons à ta disposition de multiples exemples, dont certains assez cocasses. »

Dommage que Bergeron n'en cite pas quelques-uns, bien que nous y trouverions sans doute plus d'amertume que de cocasserie. Dans le mensuel Force Ouvrière de la R.A.T.P., nous trouvons un exemple de cette duplicité :

« ... quand le camarade Gabrielli, de la C.G.T., était élu vice-président de la Fédération Nationale des Organismes de Sécurité Sociale par 40 voix sur 48 votants, c'est-à-dire avec les voix patronales, était-ce de la collusion ou de la lutte de classe ? »

Le bon populo a l'habitude d'appeler ça : du lavage de linge sale en famille !

Aspects des luttes ouvrières en France...

Cette deuxième quinzaine de novembre sera-t-elle agitée par de nouveaux grands mouvements dans les services publics ? Nous nous posons encore la question car, au moment où nous écrivons ces lignes, nous en sommes encore à l'affrontement entre les différents syndicats plutôt qu'au front commun contre le patron.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du métro et des autobus ont décidé un arrêt des transports parisiens pour les 14 et 15 novembre. Mais l'appui des autres syndicats, surtout de l'organisation autonome des conducteurs, paraît nécessaire pour que l'arrêt soit effectif.

Dans la S.N.C.F. où la bataille porte à la fois

sur la Caisse de Prévoyance et sur les conditions de travail, la C.G.T. a décidé seule une grève de quarante-huit heures. Les cheminots C.F.D.T. ne suivent pas pour le moment. Il est remarquable que le désaccord entre C.G.T. et C.F.D.T. des chemins de fer réside en ce point : la C.F.D.T. veut que la revalorisation s'applique en priorité aux bas salaires tandis que la C.G.T., toujours respectueuse de la hiérarchie, ne veut pas de cette discrimination !

Nous retrouvons ici la même divergence qu'à l'Electricité-Gaz de France où la C.G.T. refuse de suivre la C.F.D.T. dans sa revendication d'augmentation prioritaire et plus rapide des bas salaires. Là, comme à la S.N.C.F., c'est la C.G.T. qui se trouve seule.

Il faut souligner que, dans son rapport d'activité pour le congrès C.F.D.T., Eugène Descamps appuie fermement la position de ses camarades de l'E.G.F. sur la revalorisation des bas salaires.

... et ailleurs

Dans le monde entier, la lutte ouvrière ne cesse pas et révèle des traits communs et une solidarité internationale réelle, sinon toujours consciente.

En Espagne, malgré une abominable répression, les travailleurs n'arrêtent pas leurs grèves et leurs manifestations, sous le couvert des « commissions ouvrières », essentiellement contre les salaires de misère face à l'inflation des prix.

La Grande-Bretagne connaît à nouveau les grèves « sauvages » que le pouvoir voudrait déclarer « illégales » sous le prétexte que les syndicats officiels les désapprouvent. Il n'est pas du tout improbable que nous en soyons en France, un jour prochain, aux grèves sauvages, fruits d'une politique des revenus vue unilatéralement ou technocratiquement.

Aux Etats-Unis, après quarante-six jours de grève (marquée de fluctuations et compromis que nous avons déjà notés), les 160.000 ouvriers et employés de Ford viennent d'obtenir un nouveau contrat qui fait reconnaître — et cette reconnaissance aura des répercussions lointaines — *le salaire annuel garanti*. La Compagnie estime qu'elle a perdu, du fait de la grève, près de 80 millions de dollars ! Et le problème se pose maintenant pour la General Motors...

La Yougoslavie est agitée, elle aussi, par de multiples « arrêts de travail ». Cette expression est employée par la presse officielle puisqu'il est admis une fois pour toutes que « la grève » est impossible ou absurde. Le changement de mots ne change rien au fait. Le correspondant particulier du « Monde », dans son article du 3 novembre, illustre ce fait par de nombreux exemples, en ajoutant que ces « arrêts de travail » s'accompagnent souvent d'occupations d'atelier, d'entraves à la circulation, d'échauffourées. Toute la gamme que nous connaissons bien dans nos pays capitalistes ! Le rédacteur signale même le cas d'une grève dans une importante entreprise de transports routiers où les ouvriers ont bel et bien balancé le directeur « par-dessus le mur » ! Ces manifestations qui ont surtout pour cause l'insuffisance des salaires donnent généralement des résultats positifs. En tout cas, la presse officielle elle-même ne les cache plus.

Quels que soient les mots et les décors différents, la persistance de l'exploitation de la main-d'œuvre entraîne inévitablement, et heureusement d'ailleurs, les mêmes phénomènes progressifs de lutte de classe.

Un aperçu du syndicalisme canadien

Il faut remercier Roger Lapeyre, secrétaire général de la Fédération Force Ouvrière des Travaux publics et des Transports, d'avoir organisé, à l'occasion d'un congrès de l'Internationale des Services publics, une conférence de presse avec les délégués canadiens de ce congrès.

La question du Canada, avec ses deux communautés de langue, s'est trouvée posée devant tout le monde — avec un bruit de vaisselle cassée — en raison de l'incursion d'un président de la République dans le domaine réservé à d'autres nationalismes. Ici, nous sommes seulement curieux de savoir ce qu'il en est du syndicalisme ouvrier canadien et, accessoirement, des répercussions possibles, dans le mouvement ouvrier, de ces affrontements nationalistes. La conférence de presse, tenue le 25 octobre par deux syndicalistes canadiens, venait donc tout à fait à point.

Ces deux délégués étaient Stanley Little, président du syndicat de la fonction publique à Ottawa — et par conséquent de langue anglaise — et André Thibaudeau, vice-président de la Fédération des Travailleurs du Québec — et par conséquent de langue française. Non seulement leur présence conjointe, mais la similitude de leur propos et la solidarité de leurs opinions, prouvent assez que l'opposition des nationalismes ne se pose pas sur le plan du syndicalisme ouvrier.

Après avoir entendu les brefs exposés de nos deux camarades et, surtout, les réponses détaillées qu'ils firent aux questions qui leur furent posées, voici le tableau que nous pouvons dresser du syndicalisme canadien :

Le *Congrès du Travail du Canada* groupe environ 1.300.000 syndiqués, soit 40 % des travailleurs syndicables. Il comprend la *Fédération des Travailleurs du Québec* d'environ 350.000 membres. Donc, dans ce Congrès du Travail, point de discrimination entre les syndiqués en raison de la langue ou de la nationalité (le Québec est une des dix provinces du Canada fédéral et la seule qui parle français). Il existe pourtant, dans le Québec seulement, la *Confédération des Syndicats Nationaux* qui rivalise avec la Fédération des Travailleurs.

A noter que la plupart des syndicats du Congrès du Travail sont organisés en *Unions internationales* par industrie et que ces Unions groupent les travailleurs canadiens avec ceux des Etats-Unis travaillant dans la même branche (c'est le cas, par exemple, pour l'automobile). A ce propos, je lis dans « le Figaro » du 3 novembre, dans un reportage de son envoyé spécial au Canada, qu'en raison de cette liaison revendicative des travailleurs des deux grands pays de l'Amérique du Nord, « les salaires montent trop vite au Canada » !

Donc, la division syndicale est relativement réduite au Canada, même en tenant compte de la « *Corporation des Enseignants* » qui est groupée à part. Le taux de syndicalisation est évidemment variable ; très élevé dans les grandes industries et dans la fonction publique, il est faible dans les petites entreprises dispersées.

Les lois ouvrières sont principalement des lois provinciales, et non pas fédérales. Elles ne connaissent en conséquence que les syndicats locaux. Quand, dans une entreprise, le syndicat réunit la majorité des syndiqués, il lui est reconnu le droit exclusif à la négociation, et tous les travailleurs de l'entreprise, syndiqués ou non, doivent la taxe syndicale qui est retenue sur le salaire. Le contrat négocié ne vaut que

pour l'entreprise où il a été conclu. Les syndicats luttent pour l'extension des contrats à toute l'industrie. En ce qui concerne les fonctionnaires, le droit de grève n'est reconnu que pour les fonctionnaires provinciaux ; les fonctionnaires fédéraux sont soumis à l'arbitrage obligatoire. Les syndicats sont contre cette discrimination.

La différence entre les salaires moyens est très nette selon que l'entreprise a ou n'a pas un syndicat reconnu. De 2,60 dollars par heure dans le premier cas, le salaire tombe jusqu'à 1,25 dollar dans le deuxième cas. (Le minimum légal est de 1 à 0,75 dollar). Les cotisations syndicales varient entre 2,5 et 5 dollars par mois, plus une participation au fonds de grève. Dans certains cas de grands conflits (au Canada ou aux Etats-Unis, puisque les syndicats forment des unions internationales), la surtaxe de grève a été jusqu'à 25 dollars par semaine !

Tout ne va pas, évidemment, sans difficulté et sans combat. C'est ainsi que la grève du métro de Montréal qui a duré un mois (le salaire étant de 2,77 dollars, le syndicat revendiquait 3,50), fut arrêtée par une loi d'exception qui supprima le droit de grève pour ce conflit-là seulement !

Interrogé sur les avantages et inconvénients du syndicalisme canadien par rapport au syndicalisme français, le camarade Thibaudeau répondit qu'il voyait le principal avantage dans l'existence d'un seul syndicat par entreprise et comme faiblesse, peut-être, « l'absence d'idéologie », mais il compte sur l'Europe pour en introduire suffisamment !

Pour les deux délégués canadiens, la question de l'opposition des deux communautés de langue et du séparatisme ne soulève aucune difficulté interne dans le syndicalisme ; elle est seulement la cause de difficultés pratiques pour l'emploi, dans les transports notamment et dans les grosses entreprises à succursales. Les cas de limitation de la promotion pour les travailleurs de langue française tendent à diminuer. Si le séparatisme existe sur le plan politique — bien que très minoritaire — il ne se traduit pas sur le plan économique.

Raymond GUILLORÉ.

A propos des Allocations familiales

NON! IL N'Y A PAS CONTRADICTION

M. Claude Harmel a tenté d'opposer dans *Etudes sociales et syndicales* d'août-septembre 67, un texte de la « R.P. » de 1925 à un court article paru dans la « R.P. » en juin dernier, intitulé « Comment on écrit l'Histoire ».

Commentant une lettre du professeur G. Friedel, au *Monde*, nous rappelions que « contrairement à ce que laissa entendre le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse, ni les Assurances sociales ni les Allocations familiales ne datent de son premier règne en 1946 », mais qu'en réalité « c'est la loi du 11 mars 1932 qui rendit les cotisations aux allocations familiales obligatoires pour tous les patrons, allocations familiales qui avaient été créées par les patrons sociaux (ou ayant trop de bénéfices) pendant la Première Guerre mondiale ».

Or, d'après M. Harmel, il y aurait contradiction entre ce texte objectif, qui considère les Allocations familiales d'aujourd'hui comme un droit acquis, et les attaques violentes de la « R.P. » contre les pseudo-Allocations familiales de 1925.

M. Harmel est d'habitude plus fin que cela dans sa défense du « bon patronat ». Cette fois-ci il va jusqu'à nous taxer de « pauvreté intellectuelle » parce que nous ne partageons pas son admiration pour les innovations prétendues philanthropiques du patron de combat que fut le renégat anarchiste Ley. Décidément, M. Harmel devait être dans un de ses mauvais jours, pour ne pas s'apercevoir que ses propres citations réduisaient à néant la prétendue contradiction entre notre position actuelle et celle de la « R.P. » en 1925.

En effet, de la fort intéressante intervention du camarade Rousseau, secrétaire de l'Union locale de Tourcoing, au congrès de la C.G.T.U. en 1925 dont M. Harmel a eu la bonne idée de publier de larges extraits, nous détachons simplement ces quelques lignes éloquentes qui donnent un aperçu de ce qu'étaient en réalité les Allocations familiales sous contrôle patronal :

« ... Tout ouvrier manquant sans autorisation à l'atelier une heure dans le mois, perd le bénéfice du sursalaire pendant tout le mois... Quand il quitte une usine pour entrer dans une autre usine, il perd le sursalaire le mois qu'il quitte l'usine et le premier mois qu'il passe dans la nouvelle usine... » Or, après la grève de solidarité de 24 heures en faveur des grévistes du Havre, dit encore le camarade Rousseau, « nous vîmes les conséquences formidables de ce mouvement spontané de solidarité : comme tous les camarades qui avaient quitté l'usine à la fin du mois, n'avaient pas touché le sursalaire de ce mois, ce fut la désertion des syndicats. C'est ainsi que nous perdîmes en peu de temps 2.500 adhérents au Textile de Tourcoing. »

Voilà qui fait bien ressortir le côté « philanthropique » des « Allocations familiales » à la sauce Ley ! Sans compter que celles-ci étaient financées par des prélèvements sur les salaires ouvriers !

Eh bien, contre une telle institution, destinée à diviser et à bâillonner la classe ouvrière, nous serions aujourd'hui encore entièrement solidaires du camarade Rousseau. Et, inversement, celui-ci serait certainement d'accord avec nous pour considérer les Allocations familiales actuelles, qui par la loi de 1932 ont échappé au bon plaisir des patrons, comme un droit acquis.

Donc, M. Harmel, il n'y a là aucune contradiction... Les lois sociales ont simplement évolué ; et, malgré la régression de ce moment, évolueront encore dans le bon sens sous la pression ouvrière.

A la rigueur pourrait-on souhaiter, pour couper court au lapinisme, que soient augmentés les versements pour les trois premiers enfants, et qu'ils soient supprimés complètement au-delà.

M. L.

Salaires et pouvoir d'achat chez les « Six »

Sous la signature de Pierre Locardel, **Le Figaro** du 1er novembre nous apprend qu'il résulte d'une enquête de la Communauté Economique Européenne **« que la plupart des appareils électroménagers, les magnétophones, la chemise homme, la machine à écrire, le costume homme, etc., sont de 40 % à 100 % plus cher chez nous qu'en Allemagne »**. On pourrait ajouter à cette liste les postes de télévision, couleur ou non.

Simple question : les salaires des ouvriers français sont-ils supérieurs de 40 % à 100 % de ceux les ouvriers allemands ?

A quand la cessation des disparités de salaires et de pouvoir d'achats promise par le Marché commun ?

ZOOM

« Los Caïfanes » et « Tarahumara »

Deux films sélectionnés par Henri Ginet, directeur du Ranelagh, pour sa « semaine du cinéma mexicain ». Il y eut, en fait, cinq autres films, mais nous ne retiendrons que ces deux-là.

« Caïfan » est un terme d'argot mexicain intraduisible ; on pourrait lui donner le sens approximatif de hors-la-loi, gigolo, ou quelque chose d'approchant, entre les deux. Remarquons en passant les sous-titres abominables, mal placés, gênant l'image, mal traduits, nuisibles. Peu importe, c'est le seul défaut de ces deux films, défauts inhérents à la post-synchronisation. Nos Caïfanes sont en fait de joyeux anarchistes, braillards, buveurs, bagarreurs, passionnés de plaisanteries que n'aurait pas renié l'ami Villon. Ils sont quatre et trouvent un soir de pluie deux jeunes gens réfugiés dans leur voiture par crainte de l'orage. Lui est un grand architecte, elle, une fille de bonne famille. Aussitôt nos caïfanes entraînent les deux tourtereaux dans une infernale sarabande nocturne ; lui n'apprécie pas du tout, elle, bourgeoise encanaillée, s'amuse follement. Vers la fin de la nuit une romance se nouera entre un des voyous et Paloma. A l'aube, cette courte idylle sera la cause de la rupture entre Paloma et son architecte ; deux classes de la société se heurteront violemment ; un abîme infranchissable sépare ces grands bourgeois cossus et ces caïfanes qui ne possèdent rien, pas même un métier. Typiquement mexicain, « Los Caïfanes » est aussi un film anarchiste, tranquillement révolté. Le passage le plus caractéristique est celui où l'un des hors-la-loi, « capitán el gáto », ayant volé un immense corbillard contenant toute son équipe, les deux bourgeois et une vieille prostituée décatie arrivent sur la grand-place de Mexico, illuminée, tandis que sonnent les douze coups de minuit. L'enterrement d'une société. Un film remarquable de Juan Ibañez, bourré d'allusions anarchistes, de poésie douce amère et de révolte sans haine.

Au contraire de « Los Caïfanes », « Tarahumara » débouche sur la violence. Luis Alcoriza a voulu montrer la grande misère des Indiens Tarahumares exploités par des trafiquants sans scrupules. Un jour, arrive un ethnographe, foncièrement humain et honnête. Peu à peu il se prendra d'amitié pour ces hommes purs, forts, et en particulier pour leur chef, « le Corbeau ». Il en viendra à prendre fait et cause pour les Indiens, aidé en cela par une poignée de blancs, pourchassés par les autres, observé par un contremaître qui veut garder une attitude neutre. N'oublions pas que ce film est contemporain quant à la situation dans le temps ; c'est donc un plaidoyer sur le thème : la terre à ceux qui la cultivent. Bientôt viendront les persécutions et l'assassinat du vieux préfet indien. Enfin celui de l'ethnographe qui devait emmener « le Corbeau » à Mexico pour dénoncer auprès du pouvoir central les abus dont sont victimes ses frères de race. L'avion n'emportera qu'un cercueil ; mais l'ethnographe laisse derrière sa mort des amis fidèles ; le contremaître neutre a basculé, écœuré, dans le camp des Indiens.

« Nous remplacerons nos vaches par des fusils », dit à un certain moment « le Corbeau » ; et lorsque le contremaître donne au chef le fusil de son ami blanc assassiné, on comprend bien que ce « crache-la-mort » est le premier, et que chaque balle comptera.

« Tarahumara » est un film profondément émouvant, il prend les bonnes consciences au piège et les malmène passablement.

Voilà deux films mexicains qui font honneur à leur production nationale ; identiques dans leur démarche, l'un peut rassurer (Los Caïfanes) faussement sur la révolte des « descamisados », l'autre ne laisse aucun doute sur le sort qui attend un jour ou l'autre les exploiteurs, dont le cœur et l'âme ont fait place à un coffre-fort. Il y a un temps pour les paroles, un autre pour la poudre.

Edouard DUCOURAU.

Parmi nos LETTRES

Comment les Algériens sont informés

D'un coopérant :

Depuis vendredi (13 octobre) les journaux de France reparaissent en Algérie.

Rappelons que l'interdiction frappant tous les journaux français, sauf l'Equipe, *remonte au début de juin. Elle était motivée par les craintes des dirigeants algériens au sujet du Moyen-Orient. Il ne fallait pas qu'on puisse lire, par exemple, que les avions américains (et anglais)* n'avaient *pas participé à la guerre de six jours. Ce point est en effet pour les dirigeants d'Alger un dogme, qui leur a permis de dépasser Nasser en bellicisme et de supprimer bêtement les livraisons de carburant à l'Angleterre. (Mais comme cela les frappait au porte-monnaie, cette interdiction là a été levée il y a plus d'un mois.)*

Retour du temps des corsaires ?

D'un marin :

C'était dans les eaux territoriales !

— Non, hors de ces eaux !

Ainsi se disputent, pour la galerie, Egyptiens et Israéliens, à propos de l'attaque ou torpilleur Elath. *(Qu'il s'applique à port ou navire, le nom* d'Elath *attire du vilain !)*

Par consensus international la limite des « eaux territoriales » a été, jusqu'à la fin de la deuxième guerre, de trois milles marins, c'est-à-dire d'environ cinq kilomètres et demi. (Le mille marin vaut un tout petit peu moins de 1852 mètres. Les gens de terre retrouveront facilement cette mesure en se rappelant que le mille *est la longueur d'un arc d'une minute de médidien terrestre).*

Après la deuxième guerre, des pays ont décrété qu'ils élargissaient leurs eaux territoriales. Que valent ces décisions unilatérales en une matière qui est, par essence internationale ? Elles ne valent probablement pas grand-chose.

J'ai lu que l'Egypte avait décrété que ses eaux avaient douze milles. Si cela est vrai, Egyptiens et Israéliens ont probablement raison tous les deux dans leur dispute, les uns tenant pour douze et les autres pour trois.

La limite de trois milles était tout à fait satisfaisante dans la première moitié du XIX[e] siècle. C'était la limite de portée des canons. Etaient « territoriales » les eaux d'où l'on pouvait lancer des boulets sur le territoire.

Mais dès avant la guerre de 14, cela n'allait plus, les pièces de marine tirant facilement à vingt kilomètres.

Aujourd'hui, avec les fusées, il n'y a pratiquement plus de limite de portée des projectiles. La notion d'eaux territoriales n'a plus de sens. Il n'y a plus d'eaux territoriales.

Mais, alors, il n'y a plus d'eaux libres ; il n'y a plus de liberté des mers !

Tout navire, où qu'il soit, sera exposé à recevoir des coups. (C'est bien ce qui est arrivé à l'Elath.)

Va-t-on revenir à une sorte de « guerre de course », le corsaire restant à terre et repérant sa proie par radar ?

La bride sur le cou

Guerre ou Révolution?

Dans la polémique qui a opposé certains collaborateurs et lecteurs de la « R.P. » à Louzon, au sujet du problème du Moyen-Orient, il est étonnant de constater que l'une ou l'autre des parties en présence n'a fait que défendre soit un camp, soit l'autre. Tous avec de bons arguments scientifiques, historiques et même sentimentaux. Louzon n'y échappe pas quand il parle « de l'évolution morale et politique des Arabes » ; quand il écrit : « ... S'ils (les Arabes) cessent de considérer la guerre comme une fantasia, et qu'ils se mettent à la *préparer* vraiment », on se rend compte jusqu'où peuvent mener des positions partisanes. De même pour P. Rimbert qui, lui, souhaite une « coopération entre les *Etats* arabes et l'*Etat* d'Israël pour la mise en valeur du Proche-Orient », et une dénonciation « des intrigues des intrigues des grandes puissances impérialistes ».

Quand on sait que les pays dits socialistes soutiennent les pays arabes dits anti-impérialistes et que les pays qui se disent libres soutiennent Israël, pourquoi faut-il que des « syndicalistes révolutionnaires » accroissent la confusion ?

— Dans tous les pays arabes, les Partis communistes sont interdits.
— Au Maroc, l'Opposition et les partis de gauche, sans oublier les syndicats, sont liquidés.
— En Algérie, Ben Bella, puis Boumedienne liquident l'autogestion et l'autonomie des syndicats.
— En Irak, on est pour l'indépendance nationale des Palestiniens, mais contre celle des Kurdes.
— En Egypte, la réforme agraire a rétabli le servage sous une nouvelle forme.
— En Israël : 200.000 chômeurs sur une population de 2.500.000 habitants. Le capitalisme israélien utilise un sous-prolétariat arabe et réprime sévèrement les grèves sauvages. Menahem Begin, membre du parti nationaliste, qui a soutenu l'O.A.S., est au pouvoir. Le droit de grève est interdit par le syndicat.
— Les U.S.A., champions de la liberté, gouvernent le monde, ils installent des dictatures militaires partout (Grèce, Vietnam, Saint-Domingue, Amérique du Sud, etc.).
Ils exploitent le sous-prolétariat noir et maintiennent cette exploitation par la violence.
— Le « socialiste » Wilson, qui achète les syndicats, brise les grèves sauvages. En Grande-Bretagne : 600.000 chômeurs.

Oui, il n'y a pas le peuple juif contre le peuple arabe, mais deux classes d'exploiteurs qui s'affrontent, et une classe ouvrière qui en fait les frais de part et d'autre.

Il n'y a pas non plus une France pacifique, indépendante et prospère, au-dessus de la mêlée, mais une bourgeoisie qui profite de l'occasion pour embrigader la classe ouvrière dans « l'unité nationale », malgré les pouvoirs spéciaux, car elle permet de perpétuer l'exploitation et la répression !

Prolétaire, si tu ne veux pas la guerre, prépare la révolution !

Voilà, à mon avis, ce qu'auraient dû dire des syndicalistes révolutionnaires et non pas :

— inciter les Arabes à « préparer la guerre », ce qui implique une économie de guerre (toujours au profit des capitalistes du monde entier) et une mobilisation permanente, dans les armées, de la classe ouvrière arabe.
— souhaiter une « coopération entre les deux *Etats* », cette coopération ne pouvant se faire qu'au profit des bourgeoisies nationales respectives (ainsi que « la mise en valeur du Proche-Orient ») et au détriment des peuples en question.

Le meilleur service que nous puissions rendre à nos camarades ouvriers d'Israël et d'ailleurs, est de faire, chez nous, notre propre révolution ; en attendant, incitons-les plutôt, aidons-les à retourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie.

BRUNO.

La grève des P.T.T.

...VUE DU PUBLIC...

La chronique sociale de mon quotidien habituel, qui est plus fournie pourtant que celle de ses confrères, est assez restreinte. La place occupée par la grève des P.T.T. fut minime.

On · l'impression que cette grève entre dans le cadre des revendications sociales générales du mois de novembre. Les différents syndicats des P.T.T. montrent leur division et ne semblent pas avoir voulu un mouvement massif. Leurs positions contradictoires leur enlèvent l'éventuelle sympathie du public.

M. JANIN.

...ET PAR UN MILITANT DES P.T.T.

L'administration des P.T.T. est chargée de régir la pénurie. Les technocrates-maison ne font que rajouter à la pagaille ambiante.

L'autofinancement est maximum, la formation professionnelle bâclée, les salaires de début médiocres, l'avancement lent, les effectifs insuffisants, malgré l'appoint des auxiliaires sous-rémunérés (1/4 environ du personnel d'exécution) et des heures supplémentaires.

Le budget des P.T.T. dépend du gouvernement, son approbation de la majorité parlementaire. L'un et l'autre sont peu soucieux d'action sociale. Mais il y a, paraît-il, des côtés « positifs » (sic) dans la politique étrangère. Faut-il donc s'étonner si la démagogie est facile dans les P.T.T. ?

Les accords C.G.T.-C.F.D.T. se sont traduits ici par toute une série de « grévettes » ne faisant jamais avancer la revendication, mais utilisant « l'ambiance » de mécontentement à des fins électorales.

Le Parti communiste, et d'autres, semblent en avoir bien profité, au détriment du syndicalisme et des travailleurs.

Une des revendications importantes du secteur des ambulants est la revalorisation des heures de nuit. Depuis plus d'un an, cette revendication était « poussée » par le tandem C.G.T.-C.F.D.T. ; assez pour maintenir l'agitation et permettre de « récupérer les heures » par les grévistes, dans les six jours, trop peu pour réussir. On ne manquait pas de reprocher à F.O. de s'en abstenir, en termes assez insultants parfois

Le 10 octobre dernier, fort de l'exemple des paysans, démontrant que l'énergie paye, les militants F.O., dont l'organisation « parlementait » à propos du budget P.T.T., décidaient une grève régionale des ambulants et centres de tri, en cas d'échec des négociations sur « les heures de nuit ».

Deux jours après, un préavis était déposé par Force Ouvrière, seule à le faire dans ce secteur.

Une réunion fédérale statutaire décida « d'élargir » la revendication au niveau national, car intéressant tous les postiers « nuiteux » du pays. (En y accrochant quelques revendications importantes et urgentes.)

Un préavis national de 48 heures fut donc déposé, préavis précédé de peu par celui de la C.G.T.-C.F.D.T. sur 24 heures, la C.F.D.T. prétendant vouloir un « minimum » de 48 heures, mais être « contrainte » par ses accords à « faire » 24 heures. Ce qui ne l'empêcha pas de crier au sabotage à l'encontre de F.O.

Nous étions vers le 14 ou le 15. En peu de temps, il fallait préparer et réussir cette grève. Du 12 au 18 (début de grève), c'était court.

L'administration joua son jeu. Elle fut puissamment aidée par la propagande officielle et « privée ». Ainsi le public entendit annoncer une augmentation de 25 % pour travail de nuit des postiers, ce qui lui sembla important. On ne précisa pas qu'il s'agissait de 25 % du tarif horaire qui est de 80 centimes (25 % de 8 cts = 20 cts). On compta comme non-grévistes le 19 ceux qui débrayèrent le 18, etc...

La presse politique « d'opposition » qui aurait pu essayer de contrer ce « bourrage de crâne » ne se montra pas très virulente.

Il est vrai que la C.G.T. est l'appendice du P.C. que le P.S.U. « influe » sur la C.F.D.T., tandis

que certains S.F.I.O. essayent de « grenouiller » à F.O. et les oppositions qu'ils y rencontrent les gênent.

D'autant que tout ce beau monde se retrouve dans, autour ou avec la F.G.D.S., qui voudrait bien avoir un « appendice » syndical.

Voilà pourquoi les « cellules d'entreprise » freinèrent. Tandis que des militants C.F.D.T. partaient pour 48 heures, d'autres de F.O. signaient des appels communs pour 24 heures « dans l'unité ».

Une coalition de fait s'établissait entre le gouvernement et certaines organisations politiques contre F.O. et les postiers.

Il est vrai que le thème purement corporatif de la revendication se prêtait mal à « certains » débordements. Quant à l'argument de la C.G.T. affirmant que « 48 heures ne correspondent pas aux possibilités », pourquoi le préconise-t-elle à la S.N.C.F. ?

Non, la vérité est que les politiciens sont incorrigibles, et que, tant que les syndicalistes libres « de la base » (donc peu susceptibles de méconnaître ses réalités) n'auront pas mis un frein aux groupes politiques d'entreprise, les tentatives de « coulage » de la revendication ne cesseront pas.

Les jeunes, encore en minorité, en sont très conscients. Certains parlementaires risquent de s'en apercevoir d'ici quelques années, si leurs partis ne changent pas de méthodes.

Lucien COMBATZ.

P.S. — La période des grèves incohérentes ne semble pas finie puisque, profitant d'une revendication mineure, les sections C.G.T. et C.F.D.T. des centres de tri d'Austerlitz et de la gare de l'Est ont déposé des préavis de grève. La C.G.T. pour les 9 et 10 novembre, la C.F.D.T. pour les 13 et 14 (en toute unité). A noter que le 12 tombe un dimanche et que 2 jours en « heures supplémentaires » « remboursent » 4 jours d'absence. A vous dégoûter d'avoir une activité syndicale !

La réunion du groupe des jeunes

Le groupe des jeunes de l'Union des Syndicalistes a tenu sa première réunion le 31 octobre dernier.

La répartition professionnelle et syndicale donnait la majorité au secteur privé et à la C.G.T. Parmi les présents, une comptable, un correcteur, un agent technique, un postier adhérent de F.O.

Il convient cependant de noter que l'affiliation à une centrale plutôt qu'à une autre n'eut pas pour origine, dans l'ensemble, des considérations d'ordre théorique.

La personnalité d'une section syndicale, ou l'inexistence d'autres organisations sur le lieu de travail furent prépondérantes.

La première discussion évoqua ce que représente le syndicalisme pour chacun des participants.

L'accord se fit autour de l'indépendance du syndicalisme, vis-à-vis de toutes organisations confessionnelles ou politiques, et l'interdiction du cumul des fonctions politiques et syndicales.

L'expropriation des entreprises capitalistes fut considérée par la majorité comme un but à moyen et long terme. But suffisamment éloigné pour rendre indispensables les méthodes et l'action de la revendication économique courante : amélioration du niveau de vie, conditions d'emploi, etc...

Un débat s'engagea en ce qui concerne les méthodes d'expropriation des entreprises capitalistes. Au bénéfice réel de qui cela se fera-t-il ? Faut-il que l'organisation syndicale participe totalement ou partiellement à leur gestion ?

Sur le plan théorique, la question était de savoir si oui ou non le syndicalisme peut être, et doit devenir, directement gestionnaire, et finalement absorber la communauté nationale, ou s'il doit se cantonner à la seule revendication. Les avis étant contradictoires sur ce point précis, il a été décidé de l'approfondir.

Une solution intermédiaire préconisa la cogestion. Celle-ci étant assurée par les délégués des travailleurs et les dirigeants mandatés par l'Etat, l'administration, un parti au pouvoir, etc...

On insista particulièrement sur les carences des organisations ouvrières en ce qui concerne l'éducation, et sur ce qu'il convenait de faire pour y remédier. Tant sur le plan collectif qu'individuel, local que national, présent ou lointain.

La base de départ se résumant par un système d'éducation permanente au sein des organisations syndicales d'abord, de l'Etat, de la nation. L'éducation étant considérée comme un moyen d'émancipation au service des masses et non réservée à une minorité, quels qu'en soient les buts.

L'éducation concernant l'ensemble des travailleurs et plus particulièrement les jeunes, ces deux aspects particuliers du syndicalisme doivent être prochainement approfondis.

La prochaine réunion du groupe des Jeunes est fixée au 21 novembre.

L. C.

« Le 31 août 1918, deux officiers et deux soldats de la Mission militaire française en Russie adhéraient au Groupe communiste franco-anglais créé par les bolcheviks auprès de la Fédération des groupes étrangers de Moscou. Les deux officiers étaient le capitaine **Jacques Sadoul** et le lieutenant **Pierre Pascal** ; les deux soldats, **Robert Petit** et **Marcel Body...** »

C'est le camarade MARCEL BODY ainsi présenté, témoin actif des événements de 1917 et des années suivantes, qui parlera

LE SAMEDI 25 NOVEMBRE 1967, à 15 heures

SALLE DE LA MAISON VERTE, 129, RUE MARCADET, PARIS 18e

Métro : Lamarck-Caulaincourt ou Jules-Joffrin

sur le sujet suivant :

D'OCTOBRE 17 A CRONSTADT 21

Cette conférence est organisée à l'occasion du **Cinquantième Anniversaire de la Révolution russe** par le groupe de **LA REVOLUTION PROLETARIENNE** et de **L'UNION DES SYNDICALISTES**

Vous et vos amis, vous y êtes cordialement invités

Après son exposé, le camarade **Marcel BODY** répondra à toutes les questions qui pourront lui être posées.

RÉVOLUTIONS SANS "PARTI"

J'ai déjà indiqué dans un précédent article comment, à mon sens, le déroulement de la révolution russe d'Octobre 17 a été dominé par le fait que celle-ci avait été essentiellement l'œuvre d'un parti, un parti constitué de « révolutionnaires professionnels » qui s'était donné la tâche, depuis déjà de nombreuses années, de faire une révolution qui serait dirigée par lui, et qui aurait l'appui des masses qu'il aurait su préalablement encadrer.

Or, ce qui donne toute son importance à ce fait c'est que les autres révolutions de l'époque moderne, soit celles qui ont précédé Octobre, soit celles qui l'ont suivi se sont produites d'une tout autre manière. (1)

Les révolutions d'avant Octobre

Les deux grandes révolutions qui ont précédé celle de 17 sont la révolution anglaise de 1648 et la révolution française de 1789. Or, ni l'une ni l'autre n'ont été l'œuvre d'un parti.

Elles ont cependant, avec la révolution russe, deux points communs.

Le premier est que toutes trois ont été l'aboutissement d'un grand mouvement d'idées. Un mouvement d'idées qui, dans chaque cas, avait duré un bon siècle, remuant les cerveaux et les tripes de presque chacun.

La Révolution anglaise fut, en effet, l'aboutissement de la *Réforme*, cette rébellion de la conscience humaine contre l'intolérance religieuse et contre la corruption de l'institution qui en était l'agent implacable : L'Eglise romaine.

Quant à la Révolution française, elle fut l'aboutissement de cette immense révolte de la raison contre l'absurdité des dogmes religieux dont les *Encyclopédistes* furent les prudents mais solides porte-drapeau.

Or, tout pareillement, la Révolution russe fut l'aboutissement de cette volonté de justice sociale qui se fit jour un peu partout en Europe, de l'Atlantique à l'Oural, au cours du XIX[e] siècle, de Babeuf à Rosa Luxembourg en passant par Saint-Simon, Owen, Fourier, Marx, Louis Blanc, Proudhon, Bakounine, ce mouvement dont les illustrations les plus tragiques furent les journées de 48 et celles de 71, et qui porte le nom générique de *socialisme*.

Le second point qu'eurent en commun les trois révolutions fut qu'elles s'achevèrent toutes trois par une dictature. La dictature d'un homme qui, en même temps qu'il supprimait toute opposition, organisa le nouveau régime intérieur et fit à l'extérieur des conquêtes spectaculaires. Ce fut Cromwell chez les Anglais, Bonaparte chez les Français et Staline chez les Russes.

Mais, ni dans la révolution anglaise, ni dans la révolution française on ne trouve trace d'un parti, d'un parti au sens bolchevique du mot, c'est-à-dire d'un état-major sous la direction exclusive duquel se prépare, se déclanche et se déroule la révolution.

Il y eut, certes, au cours de la révolution, en Grande-Bretagne et en France, des hommes qui ayant à peu près les mêmes idées sur la manière dont devait être conduite la révolution, se groupèrent pour tâcher d'imposer leurs vues : Presbytériens, Puritains, Niveleurs en Grande-Bretagne, Feuillants, Girondins, Jacobins en France, mais les membres de ces sectes ou de ces clubs n'étaient soumis à aucune discipline de parti.

Aussi la révolution ne fut-elle point l'œuvre d'un parti mais d'une assemblée. Une assemblée constitutionnelle instituée et convoquée par le régime même qu'elle allait abattre : Parlement en Angleterre, Etats Généraux en France.

Il y avait des siècles que l'Etat avait créé ces assemblées, non pas parce qu'il était l'émanation des classes qu'elles représentaient, bien au contraire ! mais parce que la classe dont ils étaient les porte-parole, celle des propriétaires « libres », c'est-à-dire non féodaux, avait pris depuis des siècles une importance économique et sociale trop grande pour que l'Etat puisse l'ignorer. Parlements et Etats Généraux furent donc fondés pour que cette classe puisse exprimer ses « doléances », mais comme à l'arrivée des temps modernes, les propriétaires libres, les classes étaient devenus suffisamment forts pour ne plus se contenter d'exprimer des doléances, leurs doléances devinrent des ordres. Et le vieil Etat ne les exécutant pas avec assez d'empressement, l'assemblée des propriétaires se dressa contre lui et le renversa.

Il en fut de même, il est vrai, en Russie, pour le premier acte de la Révolution, la Révolution de Février durant laquelle la Douma, assemblée parlementaire instituée par l'Etat tsariste au début du siècle, renversa le tsar; mais, alors qu'en Russie la destruction de l'Ancien régime eut lieu en un tournemain, que sans opposer aucune résistance sérieuse, Nicolas II accepta d'abdiquer, puis fut tué ainsi que toute sa famille, il n'en fut pas de même en Angleterre ni en France où Charles I et Louis XVI refusèrent de se plier aux volontés des assemblées, de sorte que l'Ancien Régime ne put être détruit qu'après une longue lutte qui dura, près de dix ans en Angleterre (de 1640 date de la convocation du « Long Parlement » à 1649 date de l'exécution de Charles I), moitié moins en France, (de 1789 date de la convocation des Etats Généraux à 1793 date de l'exécution de Louis XVI).

Or, dans les deux cas, il devint évident dès les premiers jours que l'Assemblée ne pourrait accomplir sa tâche, le renversement de l'Ancien Régime, qu'à la condition d'être poussée, d'être commandée par des forces extérieures à elle, non point par un parti (il n'en existait pas) mais par des forces inorganisées politiquement et qui peut-être précisément pour cela, étaient dotées d'un sens aigu de l'action et de la conscience, de la nécessité d'aller jusqu'au bout.

Cette intervention de la masse, dictant ses décisions aux assemblées et les obligeant à s'engager toujours plus avant se manifeste en Angleterre par l'intermédiaire de l' « Armée du Nouveau Modèle », et en France par celui des clubs et des « sections ».

L' « Armée du Nouveau Modèle » constituée par le Parlement pour se défendre contre l'armée régulière, contre l'armée du roi composée essentiellement de petits propriétaires urbains et ruraux, animés de la volonté farouche de vaincre ou de mourir, une ar-

(1) Par révolution j'entends ici seulement les vraies révolutions, les révolutions sociales, celles qui accélèrent le cours de l'évolution des sociétés. C'est dire que je ne tiens compte ni de celles qui n'ont pour résultat qu'un changement du personnel dirigeant, celles dont les coups d'Etat militaires d'Amérique du Sud sont le type, ni de celles dont l'objectif est de retarder ou de contrecarrer l'évolution sociale, celles donc qui sont du type fasciste.

mée où régnait, dit Macaulay, « la discipline la plus stricte en même temps que l'enthousiasme le plus fier. Les soldats allaient au combat avec une précision de machines, tout en brûlant du fanatisme des croisés ».

Bref, une armée comme il aurait fallu qu'il s'en forme à partir de la garde nationale du temps de la Commune ou à partir des centuries anarchistes espagnoles de 1936 pour qu'ici et là la Révolution prolétarienne puisse vaincre.

Ce fut cette armée qui obligea le Parlement à pousser la Révolution à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la mort du roi, n'hésitant pas pour arriver à ses fins, à expulser du Parlement les récalcitrants.

Quant à la France, nous savons tous que depuis le jour où le peuple parisien, prit de lui-même la décision de s'emparer de la Bastille, ce fut sa pression continue, renforcée quand il était nécessaire par celle des Marseillais et autres provinciaux qui obligea les différentes assemblées qui se succédèrent à prendre toutes leur décisions importantes.

Or, toute cette masse, qu'elle constitue une véritable armée comme en Angleterre, ou qu'elle ne soit armée que de piques comme en France, n'obéissait pas aux ordres d'un parti. Elle ne possédait pas d'état-major, c'est elle qui prenait d'elle-même ses décisions et qui les exécutait.

Certes, cette masse n'est pas homogène ; certes il peut s'y cristalliser pour des durées plus ou moins longues, de petits groupes d'affinités, affinités de tempérament ou d'idées, mais aucun de ces groupes n'est en mesure de commander aux autres ; les grandes actions, actions d'ensemble sont dues simplement à la convergence de leurs buts. Il n'est à cette époque, en France, qu'une dictature, celle de la rue.

Rien de commun donc, à ce point de vue, entre les deux premières grandes révolutions du monde moderne et la révolution russe d'Octobre 1917. Tandis que chez cette dernière il s'agit d'un mécanisme intérieur, artificiel, forgé par un petit groupe d'hommes, on est, au contraire, chez les deux premières en présence d'un mécanisme interne agissant au sein du peuple par le fait même du développement de la conscience de ce peuple.

D'où le caractère étriqué, artificiel, monocorde que présente la révolution russe, (2) parfait contraste avec le caractère spontané, chaotique, désordonné si l'on veut mais par cela même créateur (car Dionysos seul est créateur) que présentent la révolution anglaise et surtout, car encore plus spontanée et désordonnée, la révolution française. Plus de cent ans après son éclosion, celle-ci produisait encore, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, ses effets.

Entre ces deux sortes de révolutions, celles d'avant 1917 et celle d'Octobre, il y a la même différence qu'entre l'œuvre d'un poète et celle d'un agrégé; le « génie collectif des masses silencieuses » s'exprime par la première; il est complètement étranger à la seconde.

(2) Et cependant on aurait pu s'attendre dans les années qui précédèrent la révolution russe et dans les tout premiers mois de celle-ci à tout le contraire, puisque la masse s'était affirmée dès le début en créant ses propres organes, les *Soviets*, mais bientôt ceux-ci ne furent guère plus qu'un champ de manœuvre pour les divers partis politiques jusqu'en ce jour d'octobre 17, où en même temps qu'ils proclamaient qu'ils avaient tout le pouvoir, ils s'en trouvaient dépossédés à tout jamais par la grâce du parti bolchevique dont ils n'allaient plus être que le prête-nom.

Rien d'étonnant donc à ce que la révolution d'Octobre n'ait rien créé de neuf ; rien d'étonnant à ce qu'elle se soit contentée de reprendre à son compte en l'accélérant, l'évolution qui commençait à se manifester dans la société capitaliste et qui consistait dans une extension de plus en plus grande des pouvoirs de l'Etat, notamment dans le domaine économique. La seule originalité de la révolution russe, si c'en est une, a consisté à établir d'un seul coup et à 100 % ce régime de capitalisme d'Etat vers lequel commençaient à se diriger dès le début de ce siècle, et vers lequel elles n'ont cessé de se diriger à une vitesse accrue, toutes les sociétés bourgeoises d'Occident. Ce n'est pas vers le « socialisme », c'est vers la « technocratie » que convergent aujourd'hui les Etats, des deux côtés du rideau de fer. La révolution léniniste n'a fait qu'accélérer la marche naturelle de notre civilisation vers la dernière étape de son vieillissement.

Seules les masses créent ; les masses russes ayant été tenues à l'écart (si ce n'est comme instrument) de la révolution d'Octobre et de tout ce qui l'a suivie, Octobre, contrairement aux deux grandes révolutions qui l'ont précédé, n'a rien créé.

Les révolutions d'après Octobre

Il nous reste maintenant à voir les révolutions postérieures à 1917 ; se sont-elles produites selon le type russe ? Et la manière dont elles ont eu lieu, n'a-t-elle pas influé sur leur développement ultérieur ?

Ce sont là deux questions auxquelles il est assez difficile de répondre. Je m'excuse par avance si ce qui suit manque un peu trop peut-être de clarté et de précision.

De toutes les révolutions qui ont suivi Octobre, une seule s'est développée selon le modèle de la révolution russe, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'un parti organisé de longue date, soumis à une stricte discipline, et jouissant d'une influence certaine sur les masses ouvrières ; c'est la révolution tchécoslovaque. Le « coup de Prague » a été la réplique exacte du coup de Pétrograd et au jour dit, le « Parti » a décrété la révolution, et l'a réalisée sans coup férir, selon l'horaire établi.

Par contre, dans les trois autres grandes révolutions qui ont eu lieu depuis 1917, celles de Yougoslavie, de Chine et de Cuba, il n'en fut point de même. (3) Aucune des trois ne s'est déroulée selon le modèle bolchevique. Et cela pour une raison primordiale, c'est qu'elles furent beaucoup plutôt des révolutions paysannes que des révolutions ouvrières.

Certes, dans chacun de ces trois pays il existait un parti communiste, certes, dans deux de ces pays ce furent des membres du parti communiste qui jouèrent le rôle dirigeant, (4) et pourtant je ne crois pas qu'on puisse dire qu'aucune de ces révolutions fut vraiment du type d'Octobre 17.

(3) Je laisse de côté l'Albanie sur laquelle on est très mal renseigné, et le Vietnam où la révolution fut surtout le produit d'une guerre nationale.

(4) Parfois, comme en Chine, contre les ordres, formels de leur parti. C'est en effet, contre les ordres même du parti communiste chinois que Mao lança son mouvement insurrectionnel. Mouvement qui fut délibérément ignoré par Moscou jusqu'au jour où les succès multiples de Mao furent tels que Staline dut bien en tenir compte. Rappelons également que non seulement l'Internationale communiste ne fut pour rien dans l'action de Castro, mais que le parti communiste cubain soutenait plus Batista, et le soutint jusqu'au jour où sa défaite devint certaine.

Dans ces trois pays la révolution fut due non au simple succès d'une émeute, mais à une victoire militaire acquise, non en 24 heures, mais après une lutte de plusieurs années (en Chine elle dura près de 20 ans !).

D'où cette conséquence que la liaison du Parti avec les masses fut d'une tout autre nature qu'en Russie. Pour les bolcheviks russes, être lié aux masses signifiait simplement : aller dans les réunions ouvrières, y distribuer des tracts, y prononcer des discours, enlever le vote pour telle ou telle résolution ; pour les militants des partis chinois, yougoslave ou cubain, la liaison avec les masses était d'une tout autre nature, c'était celle d'un guerillero avec d'autres guerilleros; tous, membres du parti ou non, menaient la même vie, couraient les mêmes dangers, avaient à affronter à des niveaux différents, les mêmes problèmes. Ici, on n'était pas « très lié aux masses », on était dans la masse, on était plongé dans la masse.

Et on y était même de deux façons.

On était plongé dans la masse des guerilleros, mais celle-ci, à son tour était plongée dans la masse paysanne. Des guérillas, en effet ne peuvent tenir qu'à la condition d'avoir la complicité, active ou passive de la population au sein de laquelle elles opèrent, pour qu'elle les ravitaille, les renseigne, au besoin les cache.

Il se produit alors une véritable symbiose entre les combattants et les populations. Symbiose qui se traduit par une influence réciproque des uns sur les autres. La population apprend certainement beaucoup des combattants, mais les combattants apprennent aux aussi beaucoup de la population. On connaît la fameuse image de Mao : au sein de la population le maquisard doit être comme un poisson dans l'eau. Un poisson dans l'eau, c'est-à-dire que l'eau est son soutien. Or, tout milieu agit sur celui qui y vit. Se trouvant en contact intime, en contact continu avec la masse populaire qui l'entoure, le révolutionnaire en subit l'influence même s'il ne s'en rend pas compte, et il évite ainsi la crétinisation habituelle aux « élites ». C'est cette masse qui l'inspire, c'est elle qui lui insuffle son propre « génie collectif », dont il n'est plus, sans s'en rendre compte, que l'interprète.

D'où la beaucoup plus grande richesse des révolutions chinoise, yougoslave et cubaine.

Alors que la révolution russe et la révolution tchécoslovaque se stérilisent dès leur naissance, qu'elles sont incapables de réaliser autre chose qu'un ligotage de la population au sein d'un immense appareil bureaucratique, calqué à une échelle agrandie sur celui du tsar, la Yougoslavie, la Chine et Cuba voient éclore (après une brève période où leurs dirigeants quelque peu éberlués de leur vitesse n'osent pas encore prendre d'autre voie que celle suivie par le « grand frère ») toute une série d'institutions et d'idées originales. En Yougoslavie c'est l' « autogestion », négation directe et fondamentale du planisme bureaucratique russe; à Cuba où l'électricité, l'eau et le téléphone sont dès maintenant gratuits, Castro envisage le jour proche où l'habitation et les transports seront eux aussi gratuits, et celui, plus lointain, où tous les produits d'alimentations et d'habillement seront également gratuits, car, dit-il, il faut démystifier l'argent, et l'abolir, l' « ardeur au travail d'un homme ne devant pas dépendre de la plus ou moins grande rémunération qu'on lui offre ». (5) Autrement dit une politique tendant fondamentalement vers le communisme au sens historique du mot, c'est-à-dire l'exact opposé du régime russe; et en Chine enfin, c'était hier la création des Communes, vastes phalanstères fonctionnant sous un régime, semble-t-il, semi-communiste, et aujourd'hui la « Révolution Culturelle » dont le but, dit Anna Strong, est de « former chez 700 millions d'hommes une conception du monde faite de dévouement à l'intérêt collectif ».

Je ne pense donc pas que ce soit une simple coïncidence si dans les trois pays où la révolution a été le résultat d'une longue guerre de partisans, et dans ces pays seuls, il s'est produit une rupture avec Moscou. Si Tito a rompu avec Staline, si Mao a rompu avec Krouchtchev, si Castro a dissous un parti communiste cubain inféodé à Moscou et en a chassé le secrétaire, homme de Moscou, c'est que Tito, Mao, Castro ont combattu au milieu du peuple, avec le peuple, au lieu de n'être que des policitiens professionnels étrangers au peuple, ne tenant compte du peuple que pour s'en servir.

R. LOUZON.

(5) Voir article de Karol dans le *Nouvel Observateur* du 11 septembre dernier.

P.S. — Je remercie les nombreux lecteurs dont les lettres sur Israël ont été publiées dans les deux derniers numéros de la R.P. Ceux qui m'approuvent et ceux qui me désapprouvent.

Ces derniers voudront bien m'excuser si je ne réponds pas, au moins pour le moment, aux arguments qu'ils présentent. Cela pour la raison suivante : je tenais beaucoup, afin que ce que je considère comme essentiel ne soit pas noyé au milieu d'autres considérations, à limiter mon argumentation à ceci : l'Etat d'Israël est le produit d'une conquête, une conquête par la terreur, suivie de deux guerres ayant pour but d'élargir cette conquête. Donc, si l'on accepte le droit de conquête, on peut approuver Israël, mais si l'on est contre les conquêtes, contre toute conquête, et particulièrement si l'on est pacifiste, car bien évidemment la paix ne peut régner qu'en l'absence de toute conquête, on doit être partisan de la remise de la Palestine entre les mains de ses anciens occupants.

Or, je n'ai pas vu dans les différentes lettres qui ont été publiées que sur ce point précis l'on m'ait contredit. Voilà pourquoi je préfère pour l'instant ne pas contribuer « à noyer le poisson » en répondant sur les autres points qui ont été soulevés, si intéressants qu'ils puissent être.

LE CONGRES POUR LA LIBERTE DE LA CULTURE CHANGE DE VISAGE

La principale organisation chargée par l'impérialisme américain d'influencer les milieux dits « intellectuels » français et autres, le « Congrès pour la liberté de la culture », fait peau neuve.

Son directeur, Josselson, ayant été obligé de reconnaître, à la suite des révélations du magazine américain *Ramparts* que son soi-disant « Congrès » fut subventionné, depuis sa fondation en 1950 jusqu'à l'été 66, par le C.I.A., aile marchante de l'impérialisme américain, a dû démissionner, cependant que l'enseigne était changée : ce « Congrès devenait : « l'Association internationale pour la liberté de la culture »; enfin, au lieu d'un président français, dont le dernier à ma connaissance fut le journaliste sorbonnard Raymond Aron, on mit un Américain, Shepard Stone, l'un des directeurs, jusque là, de la Fondation Ford.

Ainsi, et nous nous en félicitons, les choses sont plus nettes. Nul ne pourra plus ignorer ou prétendre ignorer que la « culture » dont il s'agit n'est autre que celle du Talon de Fer.

R. L.

NOTULES

Émeutes paysannes

VIOLENCE CONTRE LES OUVRIERS MANSUETUDE POUR LES PAYSANS

Avez-vous vu dans *Match* les photos des manifestations paysannes du 2 octobre ? C'est impressionnant : manifestants, certains casqués, armés de gros gourdin, dont ils se servent avec toute l'énergie possible, groupe d'hommes renversant une auto, que l'un d'eux met en feu ; incendie également de la loge du concierge à la préfecture. Je m'étonnais devant un copain que la réaction du pouvoir ait été somme toute bénigne : les C.R.S. se sont servis de leurs fusils, mais des crosses seulement.

— C'est, me dit-il, parce que le gouvernement ne peut plus employer la violence.

Je ne suis pas sûr de cela. Je crois au contraire que si les manifestants avaient été *des ouvriers*, et non des paysans, la répression aurait été très dure, avec tués, arrestations multiples, procès à n'en plus finir.

C'est une tradition de la bourgeoisie française depuis la Commune : les mouvements ouvriers sont réprimés durement : morts de Fourmies, Draveil, Villeneuve-St-Georges, peine de prison à l'occasion de toute grève importante et même condamnation à mort (Durand, au Havre). Et l'on peut être sûr que ça recommencerait, si l'on revoyait de vraies grèves.

Les paysans, au contraire, le pouvoir les a toujours à peu près laissé faire : troubles viticoles du Midi, coupures de routes (on a même vu des curés participer aux barrages), occupation en force de terres dont les propriétaires ne leur plaisaient pas (affaire Jean Gabin, etc.).

Ainsi est confirmée par les faits une très ancienne affirmation socialiste : à savoir que c'est du prolétariat *ouvrier* que la bourgeoisie est ennemie.

Règle : La bourgeoisie est : féroce pour les indigènes coloniaux, très dure pour les ouvriers, douce pour les paysans surtout quand ils sont exploitants et non des salariés mais des petits bourgeois. (Les émeutiers du 6 février 1934 ont même eu droit à des indemnités !)

DE L'UTILITE DU PROGRES

Autre constatation : les manifestants sont convenablement vêtus. Il est loin le temps où La Bruyère décrivait ainsi les paysans :

« L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés de soleil, attachés à la terre qu'ils fouilllent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montre une face humaine ; et en effet ils sont des hommes. »

On pourrait arrêter là, la citation. Mais certains lecteurs qui ont ça dans leur mémoire lointaine, auront peut-être plaisir à revoir la suite et la conclusion qui annonce nettement la notion de « *plus-value* ».

« Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines : ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

Mais n'allons pas si loin dans le passé. Sur les photos que nous venons de dire tous ces gens ont des souliers. Dans mon enfance ils auraient été en sabots ! Et ceux de mes lecteurs qui connaissent mieux que moi la campagne — ce n'est pas difficile — pourront trouver maints indices montrant que la condition paysanne d'aujourd'hui est en progrès sur celle d'avant-guerre (je parle de la deuxième guerre). Ainsi est confirmée une vieille vérité : ce n'est pas quand les hommes sont très malheureux qu'ils se révoltent. C'est quand ils commencent à l'être moins.

Marché Commun?

MARCHE ? NON, DIRIGISME COMMUN

Qu'est-ce qu'un marché ? C'est un lieu de vente. C'est aussi une convention relative à une vente. Ceci est du langage commun. Mais, en *économie politique*, on dit qu'il y a « marché » d'un produit lorsqu'il y a liberté de vente et de production de ce produit, c'est-à-dire quand ce produit est sous le régime de la liberté, ou comme on dit souvent de la « libre concurrence ». (Mais ce dernier terme a l'inconvénient d'évoquer surtout l'idée de liberté de la vente en négligeant celle de la production).

C'est par l'étude du marché tel que nous venons de le définir que l'Economie politique a pu formuler les quelques rares lois solides qui doivent être à la base de toute réflexion en la matière. (Adam Smith, Ricardo, Stuart Mill ont formulé ces lois claires généralement attribuées à Marx, mais en lesquelles Marx s'est contenté d'essayer d'introduire l'obscure philosophie allemande).

Ceci dit, venons à ce qu'on appelle le « Marché commun ». Est-ce un « marché » ? Non, au moins en matière agricole. La concurrence n'y apparait pas. Les ministres des divers Etats s'y réunissent pour fixer des prix de vente. Ce prétendu marché cache un *dirigisme* étendu à plusieurs nations, un dirigisme élargi. Que faut-il attendre de ceci ? La conséquence de l'économie de marché véritable est : que ce soit en prix ou en qualité, *le meilleur gagne*. Donc cette économie va à *l'abaissement* des prix (à prix nominal égal, l'élévation de qualité constitue un abaissement de prix.) Le régime opposé, le dirigisme, aboutit au résultat inverse : l'élévation des prix. Ce régime a pour but de permettre de subsister aux producteurs qui travaillent dans les plus mauvaises conditions. Tout produit devra être vendu à un prix tel qu'ils satisfasse ceux des gens qui, dans l'un quelconque des six Etats européens travaillent dans les conditions les plus défavorables. Alors ne nous étonnons pas que la dernière réunion des six ministres de l'Agriculture n'ait décidé que des hausses : maïs 4,75 % ; orge 3,5 % ; seigle 4 % ; riz 4 % ; viande de bœuf 2,5 % !

...Cependant l'augmentation du prix de la vie pourrait ne pas être grand-chose, avec l'augmentation des revenus. Le plus grave c'est que le maintien de structures archaïques de production est précisément contraire à l'augmentation du revenu général.

« EUROPE » - ANGLETERRE

La Bretagne est près de la Grande-Bretagne. Avant 1914 les paysans bretons écoulaient là une bonne partie de leur production. Il parait même qu'avec leur langage breton ils se faisaient comprendre des patoisants locaux, notamment en Pays de Galles. Avec la vague, la folie, de protectionnismes qui a surgi entre les deux guerres, ceci a

disparu. Les paysans bretons demandent donc l'admission de l'Angleterre dans le « Marché commun ».

L'obtiendront-ils ? A terme c'est plus que probable. Mais c'est très douteux pour l'immédiat. De Gaulle veut une Europe dominée par la France, une Europe dont il soit le chef. La demi-Allemagne lui fait déjà du souci. Que serait-ce si l'on admettait l'Angleterre, pays plus puissant que la France à bien des points de vue ?

Alors on décrète qu'à la différence de la Sicile,

de la Corse, etc, les îles Britanniques ne sont pas des îles européennes. (1)

Et voilà pourquoi la loge du concierge flambe à la préfecture du Finistère.

Canal de Suez

Il y a une chose qui me tracasse, parce que je n'en vois pas les raisons véritables.

En 1956 après quelques semaines de fermeture du canal de Suez, il y a eu en Occident des restrictions sur l'essence.

Onze ans plus tard, après quatre mois d'inactivité du même canal et alors qu'on n'envisage aucune date de reprise de fonctionnement, la vente des carburants en France reste totalement libre: jamais tant de moteurs n'ont ronflé, jamais le Parisien motorisé ou piéton, ne s'est déplacé avec autant de difficulté.

Comment expliquer le contraste ? Dira-t-on qu'il y a aujourd'hui des navires pétroliers gros porteurs dont le *Torrey Canyon*, de triste mémoire, n'est qu'un *petit* exemple, et que ces bateaux-là passent facilement par le Cap ? Il y a là du vrai, un élément de solution ; mais c'est un élément très partiel ; il ne suffit sûrement pas à l'explication véritable.

On pourra faire remarquer, encore, que l'Afrique méditerranéenne donne bien plus aujourd'hui qu'il y a dix ans. Mais la raison ne vaudrait pas pour l'Angleterre qui, elle non plus, n'a pas de restrictions, malgré qu'elle se soit vue privée de fournitures par l'Algérie et la Libye, en sanction de son prétendu soutien à Israël pendant la guerre de six jours.

Dira-t-on, alors, que les restrictions de 1956 ont été une espèce de bluff, destiné par exemple à faire avaler par un public (qui d'ailleurs s'en foutait) l'abandon, sous veto américano-russe, de l'expédition militaire des franco-anglais sur le canal ?

Ou bien y aurait-il eu, par les fournisseurs d'outre-atlantique (Venezuela, Mexique, Etats-Unis) une sorte de boycott des « agresseurs » français et anglais ? On pourrait penser cela étant donné que ces fournitures d'outre-atlantique apparaissent aujourd'hui très suffisantes. L'hypothèse est plausible : le gouvernement français, ennemi de l'Amérique se serait alors attaché à ne pas faire connaître au public l'existence de cette... pression.

Quoi qu'il en soit, la question reste ouverte. Nous serons reconnaissant à qui pourra nous apporter une explication vraiment satisfaisante.

QUEL EST LE COCU ?

Toujours à propos du canal, il y a un élément comique dans la situation actuelle. Quel en est la véritable victime ? C'est celui qui a le plus contribué à la créer : c'est la Russie. D'Odessa, ou même de Léningrad, à Vladivostock, on passe par Suez. Le canal de Suez est un *canal intérieur russe*. (Et depuis 56, les pilotes du canal sont, en grande proportion, russes.)

Sa fermeture complique la fourniture de matériel de guerre au Nord-Vietnam.

***

Avant-dernière remarque. On lit que la fermeture du canal coûte des millions de livres à l'Angleterre. Evidemment le détour des navires par le cap de Bonne-Espérance se paye. Mais, il ne faut pas perdre de vue qu'en même temps, les navires *économisent les droits de canal*. Or, ces droits étaient fixés de telle façon que les navires avaient un *petit avantage financier* à emprunter le canal. Donc au point de vue argent déboursé, la différence, pour l'Angleterre est petite. Ce qui compte, c'est que le voyage circum-africain est plus long. La « *rotation du capital* » est ralentie.

NATIONALISME TOUJOURS NEFASTE

Enfin : je vais faire une remarque qui va me faire traiter de pro-impérialiste, ce que je ne suis pas (tout en n'étant pas non plus admirateur systématique des nationalismes).

Sous le régime « impérialiste », de 1869 à 1956, pendant près d'un siècle, la « *Compagnie universelle du canal de Suez* » a fonctionné à la satisfaction de tous. (Il n'y a eu qu'une exception : pendant la guerre russo-japonaise, l'escadre russe n'a pas été autorisée à passer.) A l'inverse sous le régime nationaliste, qui ne date que de douze ans, il y a des arrêts graves de fonctionnement.

De Lesseps était disciple d'Enfantin, très internationaliste. La statue qu'il a eu sur la jetée de Port-Saïd, à l'entrée du canal portait, sur son socle : « *Aperit maria gentibus* ». (Il ouvre les mers aux peuples.) En flanquant à la mer statue et socle, le nationalisme égyptien a, dans une certaine mesure, *fermé les mers aux nations.*

J. PÉRA.

---

(1) Sans parler des terres lointaines qui, sauf erreur, font aussi partie du marché « européen » : Martinique, Nouvelle-Calédonie, Réunion (cette dernière ayant offert un fief à M. Debré.)

GEORGES VIDALENC

est mort au début de ce mois

Professeur et militant, **Georges Vidalenc a lié toute sa vie à celle du syndicalisme ouvrier.**

Un des fondateurs de l'**Institut supérieur ouvrier de la C.G.T.**, il était directeur du **Centre d'éducation ouvrière** de FO.

Vieil abonné de « la R.P. », il était présent à l'inauguration de notre local des Editions Syndicalistes. Il y a eu trois ans, ce 7 novembre, il fit à notre demande une remarquable conférence pour le **centenaire de la Première Internationale.** Le texte de cette conférence est paru dans notre numéro de janvier 65.

Nous saluons la mémoire de ce maître, de ce vieux compagnon désintéressé de la lutte pour l'émancipation ouvrière.

LA CONTRACEPTION ET LE SYNDICALISME

« La nature a répandu d'une main libérale les germes de la vie, mais elle a été avare de place et d'aliments. »

(Th.-R. Malthus : « Essai sur le principe de la population ».)

Le problème de la population est officiellement à l'ordre du jour.

On nous annonce à son de trompe et dans tous les azimuths par la presse et l'audio-vision, que la France a vu naître le cinquante millionième Français. On avoue plus difficilement que sont compris dans ce chiffre, les deux millions d'étrangers, la plupart ouvriers immigrés chassés de leur pays par le dénuement et attirés par des salaires supérieurs.

Pour nos repopulateurs, il importe, avant toute autre considération, de donner à cet événement toute l'ampleur désirable, en exploitant à fond ce nombre prestigieux, car on compte bien ne pas rester en si bon chemin. L'objectif n'est-il pas selon l'équipe dirigeante, ramenée par le supporter nataliste Debré et son maître à penser, d'atteindre les cent millions dans le plus bref délai ?

On y est d'autant plus enclin que, depuis trois ans, la statistique officielle enregistre un léger fléchissement dans l'accroissement des naissances. Il convient en conséquence de s'employer activement pour la relance indispensable et de saisir toute occasion susceptible de contribuer à retrouver le rythme qui nous a permis de gagner dix millions d'habitants ces vingt dernières années et de parvenir à ce sommet 1967 d'où l'on se propose de repartir de bon pied pour une nouvelle escalade reproductrice accélérée (1).

Aussi tous les clercs à la remorque : plumitifs de service, technocrates et autres démographes, sont-ils requis de tirer la sonnette d'alarme pour dénoncer les défaitistes de la natalité et inviter le bon populo à ne pas ralentir son effort repopulateur que l'on promet (?) de mieux récompenser afin que la population française conserve son cours ascensionnel et « devienne, en 1985, l'une des plus jeunes d'Europe ».

Et c'est pour cautionner cette œuvre de redressement familial que le général président-directeur de la maison France, de Gaulle soi-même, a daigné lui accorder son puissant patronage et convoqué sans tarder le Haut Comité de la Population et de la Famille qu'il a chargé d'étudier les mesures appropriées afin de remédier à cette situation aussi rapidement que possible.

DESINTERET SYNDICAL

Quoi qu'il en soit face à cette question de population si souvent débattue dans le passé devant l'opinion et qui a resurgi depuis plusieurs années (2), le mouvement syndical ne semble pas sensibilisé outre mesure. Il reste sans réaction apparente alors qu'il est directement concerné sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur.

Le surpeuplement intérieur n'engendre-t-il pas de multiples problèmes sociaux non résolus, de logement, chômage, transports, éducation, équipement sanitaire, etc. ? Et pour cause : il est de notoriété publique que les crédits à pourvoir à tous ces besoins primordiaux sont régulièrement détournés à des fins technocratiques et militaires, voire de prestige. Pourtant, si l'on veut que le couple n'envisage par les grossesses répétées comme une catastrophe, l'Etat, comme il a été dit « doit préparer le berceau avant de réclamer l'enfant ».

Le syndicalisme, qui proclame l'égalité des sexes, et dont l'objet est aussi de sauvegarder la condition féminine, a jusqu'alors par trop négligé la défense de la femme, qui entre de plus en plus dans la vie professionnelle, donc sociale, et tente de sortir de son rôle de pondeuse à jet continu.

D'autre part, la sagesse démographique de la classe ouvrière des pays industrialisés, toute relative qu'elle soit, n'est-elle pas contrariée par l'incontinence des pays du tiers-monde dont l'immigration, en acceptant des conditions et des rémunérations de travail avilissantes, vient freiner la lutte émancipatrice ?

Faut-il rappeler que les moyens du combat ouvrier contre l'exploitation capitaliste sont étroitement liés à la question de population ? Les charges de famille, en incitant les moins convaincus à se dérober lors des batailles décisives : grèves et autres manifestations, ne sont-elles pas aussi pour l'ouvrier, particulièrement pour le militant, une entrave à son activité revendicatrice en général ? Le souci de bien élever une famille trop nombreuse est incontestablement du temps pris à celui qui pourrait être consacré à l'amélioration du bien-être commun.

Au reste, ce n'est pas d'une multitude inconsciente, accaparée par le besoin immédiat, que peut naître le désir de transformation sociale, mais d'une humanité moins nombreuse, parce que plus prévoyante, ayant le temps de réflexion et le sens de son devenir.

Ces constatations amènent à penser que la prévention des naissances devrait être un des points essentiels du programme revendicatif syndical. Ce ne serait d'ailleurs pas là quelque chose de nouveau. Il fut un temps au début de ce siècle, qui vit les beaux jours de l'anarcho-syndicalisme et du néomalthusianisme, où ce problème préoccupait davantage ceux dont la fonction est d'assurer la défense de la famille ouvrière dont l'intérêt, prétend-on, passe avant celui de l'entité nation destinée à disparaître avec l'abaissement des frontières.

Plusieurs congrès syndicaux l'avaient même porté à leur ordre du jour en vue de rechercher les moyens de remédier aux angoisses provoquées dans les foyers ouvriers par la surnatalité.

Or il n'apparaît guère que nos augures syndicaux actuels se sentent particulièrement intéressés si l'on en juge par leur comportement à cet égard. Leur rivalités et les tâches immédiates les accaparent-ils au point de leur dérober cet aspect important de la vie ouvrière ?

Sans doute pourra-t-on objecter que, depuis cette époque les conquêtes sociales, les progrès techniques ont apporté de meilleures conditions d'existence que les prestations familiales ont rendu la vie des familles plus supportable. Il n'en reste pas moins que les besoins, eux aussi, se sont accrus et que, pour être atténuées, les charges familiales grèvent encore très lourdement les budgets ouvriers.

Certes, lorsqu'on aborde une question aussi controversée, on est tenu à quelque prudence, autant dans le jugement que sur la conduite à tenir.

---

(1) Il est bon de préciser que d'autres facteurs que les naissances ont contribué à cette progression démographique : retour des Français d'Afrique du Nord, immigration étrangère accrue, progrès de la médecine réduisant la mortalité infantile et prolongeant la vie humaine, Sécurité sociale améliorant la santé publique, etc.

(2) Depuis surtout qu'une femme courageuse, Mme le Dr Weill-Hallé, a pris l'initiative de créer en France le « Planning familial ».

Mais grande serait notre erreur de vouloir l'esquiver, ce qui ne ferait que perpétuer la confusion et l'ignorance astucieusement entretenues par l'oligarchie technocratique dont les tenants voient dans la surnatalité ouvrière le moyen de maintenir la hiérarchie sociale d'où découlent leurs privilèges. Ils pensent, et c'est dans la logique du mépris qu'ils professent envers les classes « inférieures », que les enfants, comme la religion, c'est bon pour le peuple.

A ce propos, il importe de dissiper une équivoque née d'adversaires peu scrupuleux empressés à dénaturer sciemment les généreuses intentions des partisans de la prévention des naissances. Ceux ci ne disent pas : « N'ayez aucun enfant ou ayez peu d'enfants », car ils reconnaissent l'instinct puissant de maternité qui existe chez la femme. Ils recommandent de n'avoir des enfants qu'aux moments que l'on juge les plus opportuns et que l'on est en état moral et matériel de les faire bien portants et heureux.

LE PLANNING FAMILIAL

Tels étaient les principes qui inspiraient les initiateurs du Mouvement Français pour le Planning Familial dont on sait les efforts dépensés ces dernières années, notamment ceux du Dr Weil-Hallé, gynécologue qui, après un voyage aux Etats-Unis en 1953, où elle avait visité des centres de Planning familial, décida de rompre le silense du corps médical et de mener campagne auprès de ses confrères pour les inciter à se pencher plus humainement sur les drames provoqués par les grossesses indésirables et l'aider à lever le tabou qui pèse sur les problèmes de la maternité. Cela en vue de réaliser son projet d'ouvrir en France des centres d'information et de documentation pour les couples désireux d'avoir une vie sexuelle normale et la libre détermination de leur descendance en rapport avec leurs possibilités.

Après des débuts difficiles qu'il serait trop long de relater ici, une association fut fondée, en 1956, qui prit le nom de « Maternité heureuse », pour devenir, en 1960, le « Mouvement Français pour le Planning Familial ». L'article premier de ses statuts précisait les buts très larges de cette association : « *L'étude des problèmes de la maternité, de la natalité et de ses répercussions familiales, sociales, nationales ; la rcecherche des informations scientifiques, françaises et étrangères, relatives à ces problèmes et l'étude de tous problèmes pouvant améliorer les conditions de la maternité et de la naissance.* »

L'idée était lancée, et la liste des médecins et sociologues qui avaient adhéré au Mouvement s'allongeait chaque jour. De nombreux livres parurent qui reprenaient cette question, la presse s'en empara et, grâce à l'action persévérante de ses pionniers, l'année 1961 voyait s'ouvrir, à Grenoble, le premier centre de planning familial, puis à Paris et, à ce jour, près d'une centaine fonctionnent dans nombre d'autres villes (3), où ils reçoivent maintenant des milliers de visiteurs soucieux d'être informés des possibilités que leur offre le M.F.P.F.

On doit enfin mentionner, parmi les encouragements reçus, la caution non négligeable apportée au planning français par l'acceptation de la présidence d'honneur du M.F.P.F. des trois lauréats du Prix Nobel de Médecine, les professeurs André Lwoff, Jacques Monod et François Jacob.

---

(3) Pour tous renseignements, écrire 11, rue Vivienne, Paris-2e. Tél. : LOU 43-20.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Entre-temps, la propagande aidant et l'opinion alertée, quatre projets de loi étaient déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale (socialiste, communiste, radicale, progressiste). Tous les quatre visaient à l'abrogation de la loi du 31 juillet 1920 — réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle — et à l'autorisation des moyens d'éviter les grossesses indésirables. Est-ce pusillanimité ou inconséquence des auteurs ? Toujours est-il qu'un barrage en règle empêcha qu'aucun de ses textes ne soit même mis sur le chantier.

L'occasion fut pourtant donnée, lors de la campagne de fin 1965 pour les élections présidentielles, de relancer l'affaire. Et François Mitterrand se voyait suggérer par certains membres de l'opposition d'inscrire à son programme la revendication de la liberté des hommes et des femmes d'avoir ou non un ou plusieurs enfants. Cette thèse ayant de ce fait, été développée, et défendue à la télévision devant des millions de personnes passionnément intéressées, le gouvernement comprit qu'il ne pourrait plus longtemps esquiver les débat et qu'il était préférable de faire des concessions, si limitées soient-elles. Une commission spéciale, composée de trente députés représentant les différents groupes de l'Assemblés nationale se réunit à de nombreuses reprises pour assister à des cours sur les phénomènes de la conception et entendre des spécialistes sur les méthodes anticonceptionnelles déjà pratiquées dans les autres pays. C'est au bout de ce temps que leur rapporteur, le député U.N.R. Lucien Neuwirth, devait présenter aux députés une proposition relativement modérée, réclamant seulement la suppression des articles 3 et 4 de la loi de 1920 concernant la « propagande anticonceptionnelle » qui, était-il indiqué dans l'exposé des motifs, « *contribuera à réduire le chiffre des avortements dont le nombre se situe entre 500.000 et un million par an, soit, en moyenne, à un taux équivalent celui des naissances* ».

Commentant cette proposition, M. Neuwirth déclarait : « *L'heure est venue de passer de la maternité accidentelle à la maternité consciente et responsable. Ce n'est pas avec une législation répressive qu'on accélérera le rythme des naissances, mais en offrant à chacun la possibilité d'avoir des enfants quand il le désire avec la certitude de pouvoir les élever dignement* ». Et Mme Thome-Patenôtre, membre de la commission, d'ajouter : « *Faudrait-il se dissimuler les drames qui résultent pour les femmes et pour les familles de l'impossibilité de limiter les naissances faute d'une information bien faite et officiellement admise dans tant d'autres pays ? Faudrait-il admettre que l'expansion démographique se fit aux dépens des plus modestes ? L'hypocrisie a été totale pendant des années. Il est normal qu'un Etat démocratique laisse le choix du moment où naitront les enfants* ».

Et, malgré les manœuvres gouvernementales de dernière heure qui, à la veille des vacances parlementaires, en avaient fait repousser la discussion à la fin de l'ordre du jour, escomptant une faible représentation en cette clôture de session et un vote négatif à l'esbroufe, c'est à une très forte majorité que l'Assemblée s'est prononcée, à main levée, en faveur du projet de loi ; le gouvernement se sentant battu, s'était rallié in extremis.

Mais ce n'est là qu'une première étape, car, pour entrer en vigueur, la décision de l'Assemblée nationale devra être entérinée par un vote du Sénat puis attendre qu'un décret de promulgation du chef de l'Etat — lequel n'est pas particulièrement pressé — la rende effectivement applicable. Ici encore, la vigilance ne devra pas se relâcher.

(à suivre) **N. FAUCIER.**

L'ÉVOLUTION DES « SYNDICATS » DE L'EST

Ce qui se passe dans les pays satellites peut nous éclairer sur les différentes formes que peut prendre l'évolution qui se prépare en Russie en ce qui concerne les syndicats. Sur ce sujet la revue « Témoignages » (mai-juin 1967) nous donne une série d'importantes études.

En Pologne, où « une fraction prochinoise a réussi à se faire une place » dans l'opposition, le facteur nationaliste semble freiner la prise de conscience de classe des ouvriers face aux technocrates.

En Tchécoslovaquie, en revanche, si cette prise de conscience est encore hésitante, le président des syndicats, Pastirik, a néanmoins déclaré au récent congrès du Parti que « les syndicats doivent toujours garder leur caractère d'organisation indépendante et libre ». S'il est sincère, voilà un futur abonné pour la R.P. ! En tout cas, c'est une déclaration sensationnelle ! Car, blague à part, cet homme de « l'appareil » ne s'est pas hasardé à faire une déclaration, d'une telle importance, sans ordre formel du Bureau politique.

Mais c'est en Hongrie que le processus de clarification semble le plus avancé. Non seulement, selon les directives du Parti (« Partelet », juillet, 1967) les syndicats doivent devenir des organisations complètement indépendantes du Parti (!) mais ils peuvent même entrer « en divergence d'opinion » avec celui-ci, avant de « chercher un compromis ».

Il ne s'agit donc plus du tout d'exécuter purement et simplement les ordres. Ce serait le contraire des sinistres « courroies de transmission ». Le P.C. hongrois reprend là, avec 50 ans de retard, la thèse de l'Opposition Ouvrière, combattue par les étatistes centralisateurs que furent Lénine et Trotsky, thèse qui devait être reprise trois ans plus tard par les insurgés de Cronstadt.

LES HONGROIS A L'AVANT-GARDE

Le président des syndicats hongrois, Jaspar, va jusqu'à écrire dans la revue théorique du parti (sept. 1966) cette autocritique qui naguère encore lui aurait valu l'exclusion et l'emprisonnement :

« Dans le passé, cette attitude politique dogmatique et sectaire a privé le mouvement syndical de son rôle historique essentiel, de sa vie et de son âme : la représentation et la sauvegarde des intérêts des travailleurs, en dehors de toute considération du fait que, même sous un régime socialiste, l'intérêt individuel de l'employé et les intérêts généraux de la société peuvent entrer en conflit. »

Pour peu qu'il reconnaisse que l'intérêt de l'ouvrier ne s'oppose pas tellement à celui de la société mais surtout à celui du technocrate, nous serions entièrement d'accord. Cette opposition de classe est par ailleurs, implicitement reconnue par le « droit de véto » accordé aux Conseils syndicaux :

« Le directeur intéressé sera informé verbalement ou par écrit du mécontentement du syndicat, mais le véto lui-même, dûment motivé, doit être immédiatement signifié par écrit aux autorités économiques et syndicales compétentes. A la suite d'un véto, les directeurs ne peuvent pas faire exécuter leurs ordres avant que les organismes économiques et syndicaux supérieurs n'aient pris une décision. » (Bekes Megyei Nepujsag, 11-12-66).

C'est prometteur, mais attendons la suite avant de pavoiser. En tout cas, dès à présent, c'est la justification des critiques que nous adressons, depuis des décennies, aux syndicats intégrés de l'Est.

L'OPPOSITION A LA NOUVELLE CLASSE

La Yougoslavie (où les idées de Djilas gagnent du terrain) reste en marge de cette évolution vers la reconnaissance de vrais syndicats ouvriers sous prétexte que l'autogestion les remplace avantageusement. Ce n'est pas du tout notre avis. Mais il convient de noter que la « Ligue des Communistes » yougoslaves reconnait la légimité de la grève comme « une arme dirigée essentiellement contre la bureaucratie économique », ce que nous nommerions des technocrates.

C'est ainsi qu'en 1964 et 1965 il y a eu en Yougoslavie plus de 500 grèves auxquelles participèrent quelque 20 000 ouvriers ! Grèves motivées par les bas salaires, les normes trop élevées, l'attitude cassante des technocrates, etc.

Et cela ne s'est pas amélioré puisque rien que pour 1967 on a déjà enregistré plus de 200 grèves, avec occupation d'usine, entraves à la circulation, bagarres parfois violentes.

C'est ainsi qu'à Nis, dans une entreprise de transports routiers, les ouvriers, mécontents de leurs salaires, sortirent le directeur de son bureau et... le jetèrent par-dessus du mur de l'entreprise ! (Le Monde, 2 nov. 1967).

L'affaire « suit son cours » devant les tribunaux avec procès et contre-procès. Il ne reste pas moins que si pour les doctrinaires bornés la grève est un non-sens en « pays socialiste » où tout appartient « théoriquement » aux ouvriers, dans la pratique ceux-ci ont parfaitement compris qu'ils devaient se défendre contre la nouvelle classe d'exploiteurs que sont les technocrates. Le grand quotidien de Belgrade, « Express Politika », écrit d'ailleurs : « Ceux qui disent que les arrêts de travail sont injustifiés ferment les yeux devant la vie et la réalité... »

L'OMBRE DE MAO

Et, en marge encore, la petite Albanie, où comme nous l'apprend « Témoignages », « après les affiches murales, les journaux semblent disposer d'un pouvoir de critique à peu près illimité », Hodja, pour dorer la pilule, aurait entrepris « une diminution des salaires les plus élevés » et une « nouvelle invitation aux fonctionnaires du gouvernement et du Parti à participer directement à la production ».

Au risque de passer, une fois de plus, pour un maoïste, je dois avouer que je serais fort satisfait si l'on voulait nous dorer la pilule de cette façon-là.

En tout cas, sous la pression du gauchisme chinois, le Comité Central vient de se réunir à Moscou (« Monde » du 27 sept.) et a décidé de relever les bas salaires en U.R.S.S. ! Ils en ont besoin. Car si nous nous reportons au livre « Léon Zitrone vous parle de l'U.R.S.S. » (notamment pp. 127, 154 et 178), l'interprète de Khrouchtchev nous apprend que naguère encore un ouvrier d'entretien dans un grand magasin ne gagnait que 180 F alors qu'un grand technocrate du Plan en touchait jusqu'à 9 000 F, sans compter la voiture du service et autres avantages. Or, le gros Léon n'était pas loin de la réalité puisque le Comité Central vient seulement de porter à 60 roubles (environ 300 F) par mois le salaire minimun.

Non seulement ces grands messieurs gagnaient donc 50 fois plus que le petit ouvrier, mais encore ils ne payaient que 13 % d'impôt (alors qu'ici, quand même, on leur en reprend 75 %). C'est sans doute sur la base de ces données que le théoricien-technocrate Fourastié a pu dire que c'étaient ses collègues russes les mieux pays du monde.

Sachant cela, on comprend l'inquiétude de ces messieurs pour leurs privilèges ; et l'on ne s'étonne pas que Chélépine, nouveau « Fuhrer » des « syndicats » russes donne libre cours à sa mauvaise humeur en déclarant, le 1er novembre dernier, devant l'Assemblée de la F.S.M. que Mao et son groupe « a trahi complètement la cause de la classe ouvrière, qu'il est décidé à s'attaquer aux droits et aux intérêts des travailleurs ainsi qu'aux conquêtes du socialisme ». *(Le Monde).*

Les « Conquêtes du socialisme » de Chélépine ne sont évidement pas celles de l'ouvrier russe.

L'AVIS DE MARX ET LENINE

Or, pour la commémoration du 50e anniversaire d'Octobre il serait peut-être utile de rappeller à ces messieurs que Marx était partisan du salaire unique :

« *La Commune de Paris*, disait-il, *fut composée de Conseillers municipaux choisis par le suffrage universel. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, la rémunération du service public ne devait être qu'un salaire normal d'ouvrier* ».

Et Lénine, commentant ce texte dans sa célèbre brochure *l'Etat et la Révolution*, écrite en 1917, avant que de révolutionnaire il ne soit devenu un homme d'Etat comme les autres, soulignait :

« *Réduction des traitements de tous les fonctionnaires au niveau du* « salaire d'ouvrier », *c'est là qu'apparait avec le plus de relief le tournant qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne... Et c'est sur ce point que les enseignement de Marx sont le plus oubliés !* »

Les technocrates russes doivent, en effet, trouver que cette conception du salaire unique des Communards est une « chose puérile » qui a fait son temps !

Chélépine, ce stalinien mal débarbouillé, ancien chef flic de Russie n'aura pas la partie facile s'il doit donner une vie réelle aux syndicats ouvriers russes sans provoquer des explosions comme celles de Budapest...

Peut-être que. chez nous, nos technocrates de gauche comme ceux de droite, y compris ceux des Clubs, qui étaient pour des syndicats intégrés, comprendront-ils à présent, alors que les Russes eux-mêmes doivent abandonner leurs « courroies de transmission », que des syndicats ouvriers libres sont un des constituants indispensables des sociétés industrielles modernes.

Maurice LIME.

La Grèce et l'opinion internationale

Des fissures sont apparues dans l'équipe militaire dirigeante en Grèce à la suite de l'intervention brutale de M. Kanelopoulos, chef de la droite conservatrice. Celui-ci veut maintenir l'électorat de droite sous l'influence de son parti. Mais cet épisode a moins ébranlé la position des militaires que les interventions internationales qui poussent les dirigeants américains, en liaison avec l'oligarchie intérieure, à préparer une succession au régime actuel dans un sens plus libéral.

Mais les militaires ont pris goût au pouvoir ; ils entendent se survivre et s'intégrer dans le personnel politique. D'où la nouvelle vague d'arrestations et les conseils de guerre en série contre toute résistance intérieure et extérieure et pour la liquidation des anciens partis.

Les dirigeants américains sont très sensibles aux prises de position européennes contre la dictature militaire en Grèce. D'abord les pays scandinaves, Danemark en tête, ont témoigné de leur opposition aux actes des militaires réactionnaires. Mais les syndicats américains eux-mêmes se sont sévèrement prononcés.

La position des syndicats américains

Le numéro de juin dernier des « Nouvelles du Mouvement Syndical Libre » publie une résolution adoptée le 9 mai par le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. Nous y lisons :

« *Ce pays* (la Grèce), *berceau de la démocratie, est devenu la victime d'un coup d'Etat perpétré par une poignée de colonels aussi réactionnaires qu'il est possible de l'être. Foulant aux pieds la volonté du peuple et de son roi, cette junte qui s'est placée à la tête du pays sans qu'on le lui demande, a eu recours à la force armée pure et simple. Elle a supprimé la Constitution et le parlement, aboli les droits civiques, saisi les bureaux des syndicats et arrêté des centaines de syndicalistes...*

« *Les colonels s'efforcent de dissimuler la vraie nature et les vrais buts de leur brutale dictature en invoquant le danger d'une saisie du pouvoir par les communistes. De fait, leurs attaques criminelles contre la démocratie ne bénéficiera qu'aux communistes qui sont eux aussi les ennemis mortels de la liberté...*

La résolution de la Centrale syndicale des Etats-Unis conclut ainsi :

« *Pour toutes ces raisons, le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. conseille instamment à notre gouvernement d'informer la junte réactionnaire qu'il est fermement opposé à ce régime... Le Conseil exécutif recommande à notre gouvernement de prendre en considération la question de suspendre l'aide à la Grèce jusqu'à ce que la démocratie parlementaire normale soit rétablie. Nous faisons appel à la C.I.S.L. pour qu'elle mobilise le syndicalisme mondial et l'amène à donner son appui aux syndicats libres authentiques et à toutes les autres organisations démocratiques en Grèce.* »

Les appels ci-dessus ont sans doute été entendus par le Président Johnson lors de son entrevue avec le roi Constantin. Ils l'ont été en tout cas par le Comité de la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres) qui a condamné sans équivoque le régime militaire.

Il est étrange que certains Comités dits « de résistance » qui ont été créés en Europe n'aient pas diffusé, au nom de la solidarité internationale, le texte ci-dessus, sous prétexte qu'il est américain. Singulier comportement ! Ce sont ces interventions qui sont pourtant les plus efficaces pour troubler et détruire les positions des colonels.

Il faut souligner aussi l'intérêt et l'influence du Comité constitué à Strasbourg, avec des membres du parlement européen, à l'instigation du président de l'Internationale Socialiste, et également la résonance du Comité formé aux Etats-Unis et au Canada par l'actrice de cinéma Melina Mercouri, avec le soutien effectif du syndicaliste Reuther et de plusieurs sénateurs démocrates. L'action de ces comités a eu une grande répercussion à Athènes, comme le prouvent les articles injurieux parus dans la presse des militaires, particulièrement contre la gauche européenne.

Par opposition à ces manifestations efficaces de solidarité internationale, il faut regretter la forme d'activité du Comité parisien, sous l'influence communiste. Il reste squelettique parce que, par sa composition, il n'a pu entrainer l'adhésion du monde politique et syndical qui aurait pu le soutenir. Il n'a pas même rassemblé tous les émigrés grecs, et notamment ceux qui sont fermement attachés aux idéaux démocratiques, par tradition ou par adoption libérale.

G. ANTYPAS.

Il y a cent ans paraissait le Livre 1er du « Capital »

L'année 1967 marque le centenaire de la publication du livre premier du « Capital » de Marx. On sait que cette œuvre primordiale comprend trois livres, mais que seul le premier a été publié du vivant de son auteur. Les deux autres livres, restés inachevés, ont été publiés après la mort de Marx par Frédéric Engels.

Le livre premier, consacré au « procès de la production du capital », passa d'abord inaperçu. Mais très vite il connut un grand succès en raison même du développement du capitalisme et des luttes sociales qu'il entraînait, confirmant ainsi l'analyse marxiste.

Depuis sa parution, le « Capital » a fait et fait encore l'objet de nombreuses discussions. Malheureusement, le plus souvent ces discussions sont de mauvaise foi, de parti pris quand elles ne reposent pas purement et simplement sur l'ignorance qui attribue à Marx des idées qui ne sont pas les siennes, ou bien qui transforme en absolu ce qui n'était chez lui que tendance : tel est, par exemple, le cas de la paupérisation.

C'est pourquoi, il me paraît utile, à l'occasion de ce centenaire, de rappeler le contenu du livre premier du « Capital ».

Il faut d'abord dire que le « Capital » de Marx n'est pas un manuel d'économie politique, ni une étude de l'économie en soi, mais une analyse d'une forme déterminée de l'activité économique : la forme capitaliste, comme il l'a dit explicitement dans la préface de la première édition :

« Ce que je me propose d'étudier dans cet ouvrage, dit-il, c'est le mode de production capitaliste et les conditions correspondantes de la production et de l'échange... » (1)

Une autre chose qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que pour la clarté de son analyse, Marx a supposé une société capitaliste pure dans laquelle il n'y aurait que des capitalistes et des salariés à l'exclusion de toute autre classe sociale et de toute autre forme d'activité économique. Cette supposition était nécessaire pour démonter le mécanisme de l'économie capitaliste et ce mécanisme il l'a analysé indépendamment des réactions sociales qu'il pouvait déterminer.

« Il ne s'agit pas, en somme, lisons-nous toujours dans la même préface, du développement plus ou moins considérable des antinomies sociales qui découlent des lois naturelles de la production capitaliste. Il s'agit de ces lois elles-mêmes, de ces tendances qui agissent et s'affirment avec une inéluctable nécessité... »

Par son analyse, Marx a dégagé les lois qui régissent l'économie capitaliste, mais en raison même de sa supposition ces lois ne sont que des tendances qui peuvent être entravées ou modifiées par les réactions sociales ou politiques qu'elles déterminent, ou par les influences et interventions des autres formes économiques et des Pouvoirs publics. Tel est par exemple le cas de la paupérisation qui est une tendance incontestable du capitalisme mais qui est contrebalancée par l'action ouvrière et l'intervention de l'Etat (limitation légale de la journée de travail). Tel est le cas aussi de la baisse tendancielle du taux de profit qui est ralentie et même stoppée par le protectionnisme douanier et les monopoles.

Deux autres suppositions de Marx doivent aussi être retenues. La première c'est qu'il a supposé une économie capitaliste purement concurrentielle ne se heurtant à aucune entrave ; la seconde, c'est que les marchandises se vendent toujours à leur valeur, c'est-à-dire que le prix et la valeur coïncident ce qui exclut toute spéculation et toute variation des prix autres que celles résultant de la variation de la productivité du travail.

Telles sont les suppositions faites par Marx pour mener à bien son analyse de l'économie capitaliste. On peut, naturellement, discuter de la validité de cette méthode. Personnellement, je la considère bonne. Mais quoi qu'on en pense, il est nécessaire d'en tenir compte si on veut comprendre le « Capital ».

Voyons maintenant les idées fondamentales contenues dans le livre premier.

Marx commence par l'analyse de la marchandise dont il recherche comment se détermine sa valeur d'échange. Bien avant lui, les économistes anglais et les socialistes avaient effectué cette recherche et conclu que la valeur d'échange des marchandises étaient déterminée par le temps de travail nécessaire à la produire. Mais par son analyse méthodique de la marchandise et du double caractère du travail (travail professionnel qui donne à la marchandise sa valeur d'usage et travail quantitatif qui lui donne sa valeur d'échange), Marx a mis à jour d'une manière vraiment scientifique la loi de la valeur-travail. Son mérite sur ce point n'est donc pas la découverte de la loi de la valeur-travail, mais d'avoir dégagé cette loi de toutes les impuretés qui l'entouraient et de l'avoir assise sur une base scientifique irréprochable.

La loi de la valeur-travail repose sur le fait que le travail est seul créateur de richesse et que par conséquent la valeur d'échange d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa production. Cela entraîne une double signification : l'une d'ordre économique, l'autre d'ordre social.

Du point de vue économique, la loi de la valeur-travail signifie que la valeur d'échange d'une marchandise est fonction de la productivité du travail et varie en raison inverse de cette productivité.

« En général, écrit Marx, plus est grande la force productive du travail, et plus est court le temps de travail nécessaire à la production d'un article, plus est donc réduite la masse de travail qui s'y trouve cristallisée et, par conséquent, plus est petite sa valeur. Inversement : plus est petite la force productive du travail, et plus est long le temps de travail nécessaire à la production d'un article, et plus grande en est la valeur. La mesure de valeur d'une marchandise varie donc en raison directe de la somme de travail et en raison inverse de la force productive du travail qui s'y réalise... » (2)

Du point de vue social, la loi de la valeur apporte la démonstration que le travail est seul créateur de richesse et que par conséquent, toute la richesse existant dans le monde est le produit du travail, donc des travailleurs.

A l'origine, la loi de la valeur-travail fut acceptée par la bourgeoisie elle-même avec d'autant plus de facilité que l'entreprise capitaliste était le plus souvent familiale et que le capitaliste lui-même apparaissait comme un travailleur à côté de l'aristocratie foncière. Mais au fur et à mesure que le capitalisme s'est développé et que l'entreprise a perdu son caractère personnel, la loi de la valeur-travail devenait dangereuse. Aussi à partir de la publication du libre premier du « Capital », elle devenait la bête noire de tous les économistes bourgeois, tandis que les travailleurs en faisaient

(1) Karl Marx : « Le Capital », tome I de l'édition Costes, Paris 1933, page LXXVII.

(2) « Le Capital », tome I de l'édition Costes, Paris 1933 (p. 11).

leur arme de combat pour justifier l'abolition du capitalisme.

Il serait trop long d'examiner ici ne serait-ce que quelques-uns des arguments des économistes bourgeois contre la valeur-travail (3) dont les plus acharnés furent ceux de l'école marginaliste. Constatons simplement la faillite de tous ces arguments, puisque aujourd'hui le grand dada de tous les économistes c'est la productivité du travail qui, nous disent-ils, est le seul moyen de réduire les prix. Ce en quoi nous sommes d'accord, mais ce qui prouve irréfutablement que le temps de travail est bien le régulateur de la valeur d'échange de la marchandise. Ce qui signifie donc que la loi de la valeur-travail régit bien la valeur d'échange des marchandises.

Un autre phénomène propre à l'économie marchande que Marx a mis en évidence, c'est la différence qu'il peut y avoir entre la valeur d'échange de la marchandise et le prix auquel cette marchandise est effectivement vendue (4). Cette différence provient de ce que la loi qui régit la production de la marchandise n'est pas la même que celle qui régit sa vente. En effet, si le temps de travail détermine la valeur d'échange d'une marchandise, rien n'oblige à vendre ou à acheter cette marchandise à sa valeur. Ici intervient la loi du marché qui est le rapport entre l'offre et la demande. Selon que ce rapport est favorable à l'offre ou à la demande, le prix auquel sera vendue la marchandise sera supérieur ou inférieur à sa valeur. Naturellement cet écart du prix par rapport à la valeur d'échange de la marchandise a des limites : trop et durablement au-dessus de la valeur d'échange, il crée un surprofit qui encourage les investissements, ce qui entraîne une augmentation de l'offre alors que la demande est réduite par la hausse du prix ; trop et durablement inférieur à la valeur d'échange, il décourage les investissements, ce qui réduit l'offre alors que la demande augmente en raison même de la baisse des prix. Cet écart entre le prix et la valeur d'échange est la conséquence de la structure même du régime capitaliste qui n'est pas une économie distributive mais une économie marchande.

Si en ce qui concerne la valeur-travail, Marx n'a fait qu'achever l'œuvre de ses prédécesseurs, par contre il a apporté une contribution personnelle dans la transformation de l'argent en capital. En effet, l'argent n'est pas capital en soi. Il ne le devient qu'en remplissant une fonction bien déterminée qui est de produire plus d'argent. C'est dans cette analyse qu'il a développé ses deux célèbres formules : M-A-M et A-M-A'. La première symbolise la marchandise qui s'échange contre de l'argent lequel s'échange contre une autre marchandise de même valeur que la première mais d'un usage différent. Ici l'argent sert de simple moyen de circulation dans une économie qui a comme but la consommation. Par contre la deuxième formule symbolise l'argent qui s'échange contre de la marchandise (n'importe laquelle) qui s'échange à son tour contre de l'argent en plus grande quantité. Ici l'argent n'est plus simple moyen de circulation mais moyen de produire plus d'argent. Ce plus d'argent ou plus-value devenant le but suprême de l'activité économique. Dans la formule M-A-M, la différence entre les deux M est qualitative, car ils représentent des marchandises de même valeur mais d'un usage différent. Alors que dans A-M-A' la différence entre les deux A est quantitative, car ces deux A représentent tous deux de l'argent dont l'usage est le même mais en quantité différente. L'argent produisant de l'argent, c'est de cette manière qu'il devient capital.

Ici nous trouvons une autre idée fondamentale contenue dans le livre premier du « Capital » : celle de la plus-value. Car si l'argent devient capital en produisant de la plus-value, il est évident que celle-ci ne tombe pas du ciel et que cette valeur supplémentaire, comme toute valeur, ne peut être créée que par le travail.

Comme pour la valeur-travail, Marx n'a pas découvert la plus-value qui, selon une expression d'Engels, courait les rues lorsque Marx débarqua en Angleterre. Ce que Marx a apporté sur cette question, c'est une démonstration scientifique de la création de la plus-value par le travail des ouvriers, la manière dont le capitaliste se l'approprie sans rien donner en échange et le rôle qu'elle joue dans la dynamique de l'économie capitaliste.

Rappelons brièvement le mécanisme de la création de la plus-value mis à jour par Marx.

Lorsqu'un capitaliste embauche un ouvrier, il paie à celui-ci un salaire qui correspond en gros à la valeur de ce que cet ouvrier a besoin d'acheter pour vivre lui et sa famille à une époque donnée. Or l'ouvrier, pendant sa journée de travail, produit une valeur supérieure à celle qu'il reçoit sous forme de salaire. Cela provient de ce que par son travail l'homme peut produire plus qu'il n'a besoin pour lui-même ; s'il en était autrement on se demanderait comment font pour vivre ceux qui ne travaillent pas pour des raisons physiques ou sociales et ceux qui travaillent dans des activités non productrices de biens. Or ce plus que l'ouvrier peut produire est fonction de la productivité du travail. A toute époque, étant donné la productivité du travail, un ouvrier doit travailler un certain temps pour produire une valeur équivalente à ce qu'il reçoit comme salaire. Il suffit alors de le faire travailler au-delà de ce temps pour qu'il produise une valeur supplémentaire. Si, par exemple, le temps de travail nécessaire pour produire une valeur équivalente au salaire est de quatre heures et que l'ouvrier travaille huit heures par jour, pendant les autres quatre heures il produira une valeur supplémentaire que le capitaliste s'approprie par le simple fait que propriétaire des moyens de travail il est propriétaire de la production. C'est ce surplus de valeur produite par le travail supplémentaire de l'ouvrier que Marx a appelé « plus-value ». Et comme le capitaliste ne donne rien en échange de cette plus-value qu'il s'approprie, il y a exploitation du travailleur.

Dans son analyse de la plus-value, Marx a démontré qu'il y a deux formes de plus-value : une qu'il a appelée plus-value absolue et une autre qu'il a dénommée plus-value relative. Cette distinction est extrêmement importante pour comprendre la dynamique capitaliste en même temps que l'absurdité de la thèse de la paupérisation absolue que les communistes et les ignorants ont mise sur le dos de Marx.

Le but de la production capitaliste étant, non de satisfaire des besoins, mais de produire de la plus-value, le capitaliste cherche à augmenter celle-ci le plus possible. Pour cela il va essayer de réduire le temps pendant lequel l'ouvrier travaille pour produire l'équivalent de son salaire et prolonger le temps pendant lequel il travaille à produire de la plus-value. Deux possibilités s'offrent à lui : diminuer le salaire le plus bas possible et prolonger la durée de la journée de travail le plus possible. Cette méthode pour augmenter la plus-value a été en vigueur dans le

---

(3) J'ai eu l'occasion dans la « Revue Socialiste » de Paris de réfuter ces arguments. Et je possède en manuscrit tout un ouvrage sur cette question qui, malheureusement, ne verra jamais le jour faute d'éditeur.

(4) « La forme prix implique donc la possibilité d'un désaccord entre le prix et la grandeur de la valeur... » (« Le Capital », édition Costes, p. 99, Paris 1933).

capitalisme du siècle dernier et jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. C'est ce qui explique les maigres salaires et les longues journées de travail qui ont caractérisé cette époque.

Cependant, cette méthode pour augmenter la plus-value se heurte bien vite à des limites infranchissables : limites physiques et limites sociales. Parmi les limites physiques, il y a le fait qu'il n'est pas possible physiquement de faire travailler un ouvrier au-delà d'un certain nombre d'heures par jour, ni réduire le salaire au-dessous d'un certain minimum sous peine de mettre en danger l'existence même de l'ouvrier. Parmi les limites sociales, il y a l'intervention de l'Etat dans la limitation de la durée du travail et dans les conditions même de travail pour des raisons de santé et, surtout, il y a l'action ouvrière.

Devant ces limites infranchissables qui s'opposent à l'augmentation indéfinie de la plus-value, les capitalistes ont été amenés à trouver une autre possibilité de satisfaire leur soif de plus-value. Cette possibilité consiste à augmenter la productivité du travail de manière à réduire le temps de travail qui est nécessaire à l'ouvrier pour produire l'équivalent de son salaire et augmenter ainsi le temps de travail pendant lequel il produit de la plus-value. Si, par exemple, au lieu de quatre heures, deux suffisaient pour produire une valeur équivalent au salaire et que la journée de travail soit toujours de huit heures, le temps pendant lequel l'ouvrier produira de la plus-value sera de six heures au lieu de quatre. Ainsi la plus-value aura augmenté, sans que le salaire ait été diminué ni la journée de travail prolongée.

C'est un des mérites de Marx d'avoir, par une analyse minutieuse de la création de la plus-value, distingué ces deux méthodes pour produire la plus-value. Et c'est dans l'analyse de la plus-value relative qu'il a démontré qu'il était possible d'augmenter le salaire et de réduire la durée du travail tout en augmentant la plus-value. Ce qui détruit l'absurdité de la paupérisation absolue.

Avec la plus-value relative, Marx a démontré que, dans le régime capitaliste, toute augmentation de la productivité du travail se traduit par une augmentation de la plus-value appropriée par le capitaliste. D'où il découle que l'augmentation de la productivité du travail ne profite qu'aux capitalistes si l'action ouvrière ne vient pas exiger une augmentation des salaires et une réduction de la durée du travail en fonction même de l'augmentation de la productivité du travail.

On comprend dès lors que le « Capital » soit devenu la bête noire des économistes bourgeois qui, après avoir fait le silence sur lui, ont cherché à le réfuter avec les arguments les plus abracadabrants possibles. En effet, la démonstration scientifique de la valeur-travail a apporté à la classe ouvrière la preuve que son travail — et seulement son travail — était la source de toutes les richesses de la société. La démonstration scientifique de la création de la plus-value et de son appropriation par les capitalistes a apporté la preuve à la classe ouvrière qu'elle était exploitée. Elle lui a apporté la preuve que la soif de plus-value des capitalistes n'avait d'autres limites à l'exploitation des travailleurs que la propre action de ces derniers. La paupérisation est une tendance du capitalisme qui deviendrait absolue si elle ne se heurtait pas à l'action ouvrière. La preuve en est que là où cette action fait défaut ou bien est plus faible, les conditions d'existence et de travail sont plus misérables.

Pierre RIMBERT.

A travers les LIVRES

LES NIVELEURS, CROMWELL ET LA REPUBLIQUE

par Olivier LUTAUD (Coll. *Archives*, Julliard).

Olivier Lutaud, étudie la littérature politique comparée, religieuse ou humaniste du XVII[e] siècle. Il nous donne en un volume dense les écrits des plus marquants. Niveleurs, qui s'opposaient à Cromwell et aux Puritains gouvernementaux. Les « Trois mousquetaires », Overton, Walwyn et Lilburne, d'abord, puis de curieux « bêcheurs » comme Winstanley revivent dans leur revendication extrémiste, égalitaire à tous crins, et pour certains, curieusement « objecteurs de conscience », l'exigence du droit de se soustraire à la conscription et le refus de combattre pour une cause injuste ! La première « Déclaration des Droits » semble presque directement sortie de textes qui sont datés de 1647 à 1649. Un communisme radical s'exprime dans les tracts, les libelles, et la suite de controverses, de polémiques, de réponses qui se font jour à l'armée. L'accent en est éminemment populaire, et révolutionnaire. Ces gens ne se satisfont pas de voir le pouvoir accaparé par les riches, et sont partisans d'une démocratie totale où tous fussent électeurs, sans aucune restriction, avec le contrôle des élus, dans la souveraineté du peuple. Ils s'élèvent contre les exploiteurs et contre une représentation réservée aux possédants.

Les Niveleurs eurent des disciples en France, à l'époque de la Fronde avec **l'Ormée**, de 1651 à 1653. Le drapeau rouge fut hissé à Bordeaux, après des manifestations anti-monarchistes. Le cardinal de Retz répandit les textes tyrannicides de Sexby. — Le feu continua à couver sous la cendre, après l'écrasement des Niveleurs. Il passa en Amérique, d'abord par les Quakers, monta, revint vers Paris, et ne fut pas sans transmettre ses étincelles radicalisantes au début de la Révolution russe.

Tout cela est bien instructif.

⁂

UNE GRANDE FIGURE : PAUL ROBIN

par Jeanne HUMBERT — (Foyer individualiste d'études sociales, brochure 52 pages : 3 F.)

Jeanne Humbert a conservé sa ferveur aux hommes libres qui l'aidèrent à former son esprit : Sébastien Faure et Paul Robin entre autres. C'est d'une causerie faite sous les auspices du Foyer individualiste et des « Amis de Sébastien Faure » en avril 1967 qu'est issu le texte publié. On commence à reconnaître la large part que le pionnier Paul Robin a prise dans l'instauration d'une pédagogie libérée des vieilles routines. L'orphelinat de Cempuis où il pratiqua la coéducation des sexes et l'éducation intégrale, physique, morale, intellectuelle, professionnelle, fut, pendant 14 ans, le lieu d'une expérience sans précédent. L'enseignement, surtout, échappait aux vices communs de l'esprit religieux. On comprend la levée de boucliers des bien-pensants contre le hardi prospecteur. La calomnie et tous les moyens infâmes furent employés pour combattre son œuvre. Paul Robin se donna encore à la propagande, encore plus honnie à l'époque contre les surpeupleurs, et pour la nécessaire restriction des naissances dans le monde. Il fonda en 1895 la Ligue néo-malthusienne, puis la revue **Régénération.** Il avait été, dès 1866, à L'Internationale, fut compagnon de Bakounine, se rapprocha des libertaires, et conserva ses relations amicales avec la Fédération jurassienne. A 75 ans, il pratiqua un suicide philosophique.

En 1937, Eugène Humbert voulut que fût célébré le centenaire de la naissance de Paul Robin. C'est Han Ryner qui présida la soirée.

Telles sont les choses qu'en peu de pages rappelle Jeanne Humbert, pages d'histoire presque toujours tues ou déformées et embrumées par les historiens partisans.

Louis SIMON.

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er OCTOBRE. — Aux **élections cantonales**, les communistes gagnent 41 sièges.

LUNDI 2. — Après le **Mali**, la **Guinée** demande à rétablir une « coopération honnête » avec la France.

« Révolution Africaine » déplore **l'exode** des travailleurs algériens, passé de 145.000 en 1963 à 550.000 en 1966.

MARDI 3. — **Agitation paysanne** à Pau, Clermont-Ferrand, Limoges, Guéret, Redon, Le Mans, Quimper. Scènes de violence : près de 200 blessés à Caen.

MERCREDI 4. — Deux **conseils généraux** seulement (Bas-Rhin et Morbihan) sont présidés par des gaullistes. Egalement deux ont pour président un communiste (Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).

La cour suprême de l'Etat de New York condamne le **syndicat des instituteurs** et son président à 150.000 et 250 dollars d'amende pour une grève interdite.

JEUDI 5. — La France annonce l'évacuation anticipée de **Mers-el-Kébir.**

En **Algérie**, les avocats sont soumis préalablement à un « service civil ».

VENDREDI 6. — Le journal financier **L'Information** cesse de paraître.

En **Algérie**, le Crédit Lyonnais transfère ses activités à l'Etat.

DIMANCHE 8. — Nette avance des socialistes aux élections municipales à Klagenfurt et Salzbourg **(Autriche).**

LUNDI 9. — Mort d'**André Maurois**, à 82 ans.

La **Bulgarie** accorde une certaine autonomie de gestion à ses kolkhozes.

De **Bolivie** on annonce la mort de « Che Guevara ».

MARDI 10. — Rejet de la motion de censure à l'Assemblée nationale, qui n'a obtenu que 207 suffrages.

MERCREDI 11. — Ouverture de la conférence économique à **Alger**. Boumedienne dénonce le pillage du tiers-monde par l'Occident. Les délégations sud-vietnamienne et sud-coréenne ne sont pas admises.

JEUDI 12. — Des **paysans** manifestent à Rennes contre l'arrestation d'un cultivateur de Messac, qui avait saboté des lignes téléphoniques.

Au **Pérou**, le syndicaliste Hugo Blanco voit sa peine de 25 ans de prison confirmée par la cour suprême.

VENDREDI 13. — Grève de 24 heures aux usines **Michelin** à Clermont-Ferrand.

SAMEDI 14. — Sept non-lieux sont prononcés à **Djibouti** contre des dissidents du P.M.P. dissout.

DIMANCHE 15. — La mort de **Guevara** confirmée par Cuba.

LUNDI 16. — On enregistre que le **chômage** en France a augmenté de 41 % en septembre par rapport à **1966.**

Inauguration du siège de l'**O.N.U.** à Bruxelles.

Des échanges militaires sont décidés entre la France et l'U.R.S.S.

Au **Québec**, le parti libéral condamne le « séparatisme sous toutes ses formes ».

MERCREDI 18. — Une sonde russe, lancée le 12 juin, se pose sur **Vénus.**

Devant le tribunal militaire d'**Athènes**, 38 personnes sont jugées pour opposition au régime : plusieurs condamnations de 4 à 20 ans de prison.

VENDREDI 20. — Plusieurs anciens dirigeants du **P.S.U.** rejoignent la fédération de la gauche.

Le **P.C. hollandais** refuse de participer aux manifestations du cinquantenaire de la révolution russe.

Klaus Schuts, socialiste, est élu maire de **Berlin-Ouest.**

SAMEDI 21. — Londres propose à Madrid de nouveaux entretiens sur **Gibraltar.**

Manifestations contre la guerre du **Vietnam** à Paris, Londres, Berlin, Tokio, etc.

LUNDI 23. — Réunion des « Six » pour examiner la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne.

Série de manifestations ouvrières en **Espagne** ; nouvelles arrestations de dirigeants.

Le général de Gaulle se rend en **Andorre** sans rencontrer l'évêque d'Urgel.

MARDI 24. — Les **« Six »** renvoient au 20 novembre la discussion sur l'admission de la Grande-Bretagne.

Des raffineries de pétrole **égyptiennes** sont détruites par les tirs d'Israël.

MERCREDI 25. — **L'O.N.U.** condamne « toutes les violations du cessez-le-feu au Moyen-Orient ».

La **Pravda** condamne la politique de Cuba en Amérique latine.

JEUDI 26. — En **Espagne**, les travailleurs du **Livre** se joignent aux mouvements de protestation des métallos.

On annonce que, de 1950 à 1965, les investissements américains en **Suisse** sont passés de 25 millions à plus de 1.000 millions de dollars.

La presse espagnole critique le voyage de de Gaulle **en Andorre** « en majorité espagnole ».

VENDREDI 27. — Manifestation ouvrière au **Mans**, plus de 30 blessés.

Le **Sénat** vote l'abrogation de l'incompatibilité entre la fonction ministérielle et le mandat de député.

Sept **navires de guerre russes** arrivent à Port-Saïd et Alexandrie.

A **Madagascar**, interdiction du livre de Mao.

SAMEDI 28. — Le ministre des **affaires sociales** déclare : « Pas d'amélioration immédiate de l'emploi ».

DIMANCHE 29. — L'O.N.U. réclame l'application des sanctions contre la **Rhodésie.**

LUNDI 30. — La **Russie** réussit à faire se rencontrer dans l'espace deux « Cosmos », lancés à trois jours d'intervalle.

MARDI 31. — Au **Caire**, procès des responsables de la défaite de l'aviation le 5 juin dernier.

En **Grèce**, quatre ministres civils démissionnent.

A **Madrid**, on découvre quatre engins explosifs à l'Université.

A **Saigon**, le général Thieu, devenu président de la République, propose à Hanoï de négocier la paix.

L'Algérie annonce l'institution du monopole de l'Etat sur toutes les opérations financières avec l'étranger.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1967

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.245,—
Abonnements de soutien	480,—
Souscription spéciale	558,—
Vente au numéro	62,50
Total des recettes	2.345,50
En caisse (C.C.P.) au 1-10-67	3.234,79
	5.580,29

DEPENSES :

Impression, expédition	1.681,25
Frais de déplacement	90,—
Confection bandes	40,—
Total des dépenses	1.811,25
En caisse (C.C.P.) au 31-10-67	3.769,04
	5.580,29

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fin septembre : J.-L. Bureau (Hauts-de-Seine), 30 ; Delarue (Paris), 30 ; Courdavault (Charente-Maritime), 50 ; Habouzit (Rhône), 30. — Total à fin septembre : 615.

Octobre : Dufournier (Loir-et-Cher), 30 ; Calvel (Paris), 30 ; Soulacroix (Allier), 30 ; Fanfani (Yvelines), 30 ; Pironin (Puy-de-Dôme), 30 ; Pons (Ain), 30 ; Perrenoud (Genève), 30 ; Syndicat du Livre (Bruxelles), 30 ; Dr Simon (Bruxelles), 100 ; Gassies (Landes), 40 ; Dély (Landes), 40 ; Joannin (Rhône), 30 ; Marcelle Costentin (Val-de-Marne), 30. — Total : 480,—.

SOUSCRIPTION SPECIALE

Total précédent : 2.005,— (y compris : Duperray, 10 ; Savanier 20).

Fin septembre : Chasson (Ardèche), 5 ; Mormiche (Deux-Sèvres), 20 ; Robquin (Oise), 10 ; Monge (Hauts-de-Seine), 25 ; Thomas (Indre), 10 ; Cellier (Loire), 20 ; Travail (Gard), 5 ; Giauffret (Alpes-Mar.), 5 ; Lefranc (Paris), 5 ; Rivière (Rhône), 30 ; Buren (Côte-d'Or), 20 ; Nicaise (Versailles), 45 ; Thomas (Saône-et-Loire), 20. — Total : 220,—. Total au 30-9-67 : 2.225,—.

Octobre : Guiraudet (Paris), 50 ; Daniel (Finistère), 30 ; Dufour (Aude), 5 ; Soulacroix (Allier), 10 ; Berthomier (Drôme), 13 ; Dr Goffin (Belgique), 100 ; Lippe (Bruxelles), 30 ; Caillet (Loire), 10 ; Maurice F. (Bruxelles), 20 ; Laillier (Seine-St-Denis), 5 ; Perrier (Lyon), 25 ; Guillaume (Loire), 50 ; Humeau (Paris), 20 ; Colson (Oise), 5 ; Cassoly (Paris), 10 ; Nicolas (Paris), 20 ; Constantis (Paris), 15 ; Louise Ehrhard (Paris), 25 ; Yvonne Lagain (Côtes-du-Nord), 10 ; Lacrouts (Calvados), 50 ; Cattanès (Seine-St-Denis), 10 ; Lopez-Varon (Paris), 20 ; Mme Martinet (Paris), 25. — Total pour octobre : 558,—. Total général : 2.783,—.

Nota : La souscription spéciale est close à fin octobre sur ce total qui couvre près de deux numéros de « la R.P. ». La souscription permanente continue.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, PARIS (18e) — C.C.P. 21.764-88 Paris — Tél. 607-02-06

Vient de paraître :

J'AVAIS VINGT ANS, de René MICHAUD .... 15,—
Les années 10 et 20 de ce siècle vues à travers les souvenirs de jeunesse d'un ouvrier et militant. Un bel ouvrage édité par nos soins.

Notre coopérative vous rappelle ses autres éditions :

LA PRESSE QUOTIDIENNE, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, de Nicolas FAUCIER .... 15,—
Une œuvre unique de documentation par un travailleur de la presse.

LES SYNDICATS AMERICAINS. une brochure de Maurice LIME .. 3,—
Etude critique du rapport de Robert Kennedy, pour comprendre le syndicalisme américain d'aujourd'hui.

LES RESPONSABILITES ACTUELLES DU SYNDICALISME, par « La Table Ronde syndicaliste de la Loire » .... 2,—
Etude collective de militants des différentes centrales ouvrières.

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS, de Roger HAGNAUER 1,—
(préface de Pierre Monatte)
Cette brochure contient le texte de la célèbre charte, base de l'indépendance syndicale.

POUR LE CINQUANTENAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE

IL FAUT LIRE

MOSCOU SOUS LENINE, d'Alfred ROSMER .... 6,—

Deux brochures de ROSA LUXEMBOURG (stock des Cahiers de « Spartacus ») :
(préface d'Albert CAMUS)

LA REVOLUTION RUSSE 1,50

MARXISME CONTRE DICTATURE 1,50

Pour **le centenaire de la publication du Premier livre du CAPITAL,** de Karl MARX :

L'ACCUMULATION DU CAPITAL (livre I) de Rosa LUXEMBOURG 8,—
(Traduction de Marcel Ollivier - Librairie du Travail 1935) :
Une puissante analyse, à partir de Marx.

Prix spécial pour le dernier livre de **Maurice DOMMANGET**

LA CHEVALERIE DU TRAVAIL FRANÇAISE

Un ouvrage que tout syndicaliste, tout ouvrier militant, tout étudiant en histoire sociale, doit avoir lu.

Notre coopérative peut livrer ce beau livre au prix spécial de 12,—

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.